



Working Paper 34

Bukavu : Rapport sur la ville

Emery Mushagalusa Mudinga,
Aymar Nyenyezi Bisoka et
Philippe Mulumeoderhwa Kaganda

Decembre 2025

Emery Mushagalusa Mudinga

Professeur, Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR-Bukavu) et Directeur, Centre de rechercher Angaza Institute, République Démocratique du Congo

Aymar Nyenyezi Bisoka

Professeur Associé, Ecole des Sciences Humaines et Sociales, Université de Mons, Belgique et Directeur de Recherche, Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR-Bukavu), République Démocratique du Congo

Philippe Mulumeoderhwa Kaganda

Faculté des Sciences Sociales, Université Officielle de Bukavu et Directeur, Centre de Recherche et d'Études sur les Conflits et la Paix dans la Région des Grands Lacs (CRECOPAX – GL), République Démocratique du Congo

CRedIT statement :

- **Emery Mushagalusa Mudinga** : conceptualisation, méthodologie, rédaction, révision, coordination de l'intégration des feed-back, coordination de la recherche dans la ville, gestion du projet
- **Aymar Nyenyezi Bisoka** : conceptualisation, méthodologie, rédaction, révision des contributions
- **Philippe Mulumeoderhwa Kaganda** : conceptualisation, méthodologie, rédaction, révision des contributions

Contributeurs

Jean-Louis K Nzewe (Catholic University of Bukavu); Bossissi Nkuba (Catholic University of Bukavu); Justin Sheria (Université Officielle de Bukavu); Patient Polepole (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Lionel Bisimwa (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Parfait Kaningu (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Espoir Mugabo (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Michel Zaramba (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Christian Mudinga (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Pierre-Jo Mugangu (CRECOPAX-GL); Augustin Mudekereza (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Merci Kafunga (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Neema Bikungu (Angaza Institute – ISDR Bukavu); David Alimulume (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Nicole Matabaro (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Sylvie Nabintu (Angaza Institute – ISDR Bukavu); Merlan Zaluke (Angaza Institute – ISDR Bukavu) et Pascaline Riziki.

Acknowledgements

Les auteurs adressent leurs remerciements à l'équipe Uptake de l'ONG Action pour la Paix et la Concorde, APC, en particulier Déo Buuma, Sosthène Maliyaseme et Innocent Bisimwa. Leur appui dans la phase de collecte des données et de restitution des résultats auprès des acteurs provinciaux et nationaux fut d'une importance capitale et très déterminant. Nous remercions également l'équipe de l'Université de Manchester, dans sa diversité – en particulier les équipes des opérations, de la communication et de la direction – ainsi que les réviseurs de ce rapport pour leurs contributions dans son amélioration.

Note importante :

Les résultats présentés dans le présent rapport relèvent d'une collecte des données effectuées en 2022-2023. Ils ne tiennent pas compte des nouveaux développements résultant du nouvel ordre social entraîné par le contrôle de la ville de Bukavu par les rebelles de l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 Mars (AFC/M23) depuis février 2025. Ce nouveau développement du contexte politique pourra faire l'objet d'études ultérieures.

Résumé

Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), a été fondée en 1900 par des colons belges. La ville s'est étendue de 3 km² à 60 km², avec une population d'environ 1,25 million d'habitants. Dans les années 1950, Bukavu était un modèle de planification urbaine ségréguée, avec des quartiers distincts pour les résidents blancs et noirs. Après l'indépendance en 1960, la ville a connu des changements démographiques et une dégradation urbaine, aggravés par l'afflux de réfugiés suite au génocide rwandais de 1994. L'insécurité rurale, une économie de guerre alimentée par les ressources minérales et le commerce, ont conduit à une construction informelle et à la détérioration des conditions de vie. En périphérie du centre-ville, la plupart des quartiers abritent des populations à faibles revenus, avec une croissance des quartiers informels liée aux déplacements causés par les conflits armés. Pour comprendre cette situation, le rapport applique le cadre holistique de l'ACRC pour analyser le développement urbain en Afrique, qui comprend trois composantes intégrées : la politique, les systèmes et les domaines du développement. Sur le plan politique, malgré une stabilité nationale depuis 2006, la gouvernance locale reste marquée par le clientélisme et l'inefficacité. Le gouvernement central conserve le contrôle sur les provinces malgré leur autonomie légale. Les élites de Bukavu, influentes à Kinshasa, peuvent agir en tant que médiateurs mais poursuivent souvent des intérêts personnels. Le rapport recommande de promouvoir des réformes pour améliorer les services et la gouvernance, de tirer parti des mécanismes semi-autonomes au sein des autorités de la ville pour le développement, et de soutenir la société civile locale afin de faire pression sur les autorités urbaines pour une plus grande responsabilité. Cette approche peut favoriser la croissance urbaine et aligner les politiques sur les besoins des citoyens.

Mots-clés : Urban development, political settlements, domain, system, governance, civil society, accountability, Bukavu, South-Kivu, DRC

Citez cet article comme suit :

Mudinga, E, Bisoka, A et Kaganda, P (2025). "Bukavu : Rapport sur la ville". ACRC Working Paper 2025-34. Manchester: African Cities Research Consortium, The University of Manchester. Available online: www.african-cities.org

ISBN: 978-1-915163-33-2

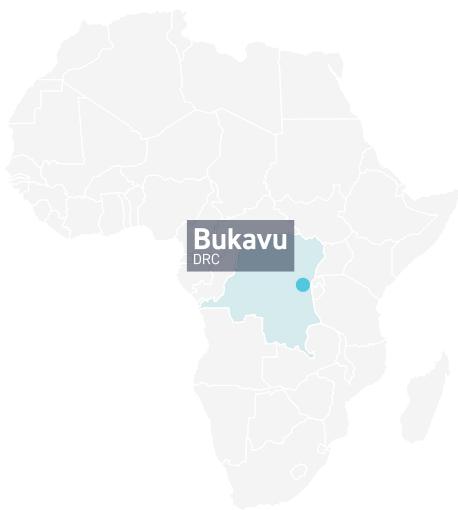
ACRC est financé par UK International Development. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement du Royaume-Uni.



1. Introduction

Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu en RDC, a été fondée en 1900 par les colons belges (Ullengabo, 2014). Sa superficie est passée de 3 km² à 58,26 km² avant l'indépendance, puis à 60 km² par la suite, avec une population estimée aujourd'hui à 1.369 430 habitants. Divisée en trois communes et 20 quartiers, Bukavu était, dans les années 1950, un modèle urbain ségrégué du fait de la colonisation belge qui distinguait les quartiers blancs des quartiers noirs. Avec l'indépendance de la RDC en 1960, la ville a connu une transformation de sa composition raciale ainsi qu'une dégradation urbaine progressive, aggravée par l'afflux de réfugiés du génocide rwandais en 1994 (Vwima, 2014). L'insécurité rurale, conjuguée aux opportunités économiques liées à l'économie de conflit (ressources minérales) et aux importations commerciales, a alimenté une construction informelle et une détérioration des conditions de vie dans la ville.

Figure 1 : Carte montrant la situation géographique de Bukavu



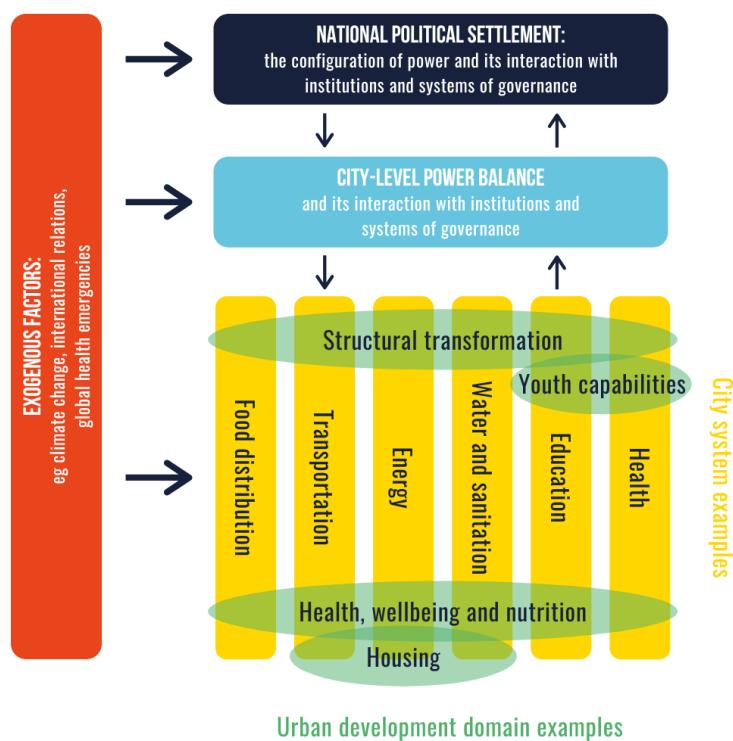
À l'exception du centre-ville, tous les quartiers et zones environnantes abritent des populations à faible revenu et précaires. Plusieurs quartiers informels se sont développés en raison des déplacements provoqués par des conflits armés persistants. Le clientélisme et l'inefficacité au sein des différents systèmes et secteurs urbains entravent une gestion efficace et la fourniture de services publics adéquats pour répondre aux besoins de la ville. En outre, la population devrait tripler d'ici 2050, ce qui expose la ville à de graves risques de dysfonctionnements urbains et de

dégradations accrues des conditions de vie (Nyenyezi et al., 2021).

Pour approfondir la compréhension de la situation de la ville dans une perspective de développement urbain inclusif et durable, le rapport applique le cadre d'analyse holistique de l'African Cities Research Consortium (ACRC) pour le développement urbain en Afrique, structuré autour de trois composantes intégrées : la politique, les systèmes et les domaines de développement (Figure 2). La composante politique mobilise la théorie des « political settlements » pour modéliser la configuration du pouvoir aux niveaux national et urbain, et analyse ensuite comment ces configurations de pouvoir influencent (et sont influencées par) les processus de développement urbain dans la ville concernée. La composante « systèmes » examine le fonctionnement des principaux systèmes urbains (constitués d'infrastructures physiques et de groupes de personnes organisées de diverses manières) qui

soutiennent et/ou améliorent la vie urbaine à partir d'un regard d'économie politique. La composante « domaines » s'intéresse à certains champs distincts de discours, de politiques et de pratiques qui se sont formés autour de défis de développement complexes et inter-systémiques dans la ville. Elle analyse comment les acteurs impliqués dans ces domaines (politiques, bureaucratiques, professionnels et populaires) collaborent et/ou rivalisent pour le pouvoir. Le schéma ci-dessous illustre la façon dont ces trois composantes s'articulent.

Figure 2 : Cadre conceptuel de l'ACRC



Ce rapport part de deux constats majeurs, alors caractéristiques de la ville de Bukavu. Premièrement, l'analyse socio-politique de Bukavu en relation avec le political settlement national en République démocratique du Congo (RDC) montre que, malgré divers défis, la relative stabilité politique nationale depuis les premières élections en 2006 constitue une base importante pour le développement de la ville. Cependant, ce développement reste difficile à promouvoir dans un contexte où les élections, souvent truquées, sont déterminantes pour l'accès au pouvoir au niveau urbain et où le clientélisme domine la gouvernance. Les provinces et villes jouissent d'une autonomie de jure, mais très peu de facto, car le gouvernement central cherche à maintenir son contrôle sur ces entités pour des raisons politiques (*ibid*).

Deuxièmement, malgré son contrôle sur Bukavu, le gouvernement central doit prendre en compte certains intérêts propres à des sous-groupes de la ville. Ces intérêts sont

cruciaux pour les enjeux électoraux et la mobilisation des rentes de tous ordres (politiques, minières, etc) au niveau local et au bénéfice du gouvernement central. Cela laisse certaines marges de manœuvre à ces sous-groupes de la ville. Par ailleurs, la présence d'élites originaires de Bukavu dans des instances importantes de la capitale (première dame, chef de cabinet du président de la République, président de l'Assemblée nationale, ministre du Budget, président du Sénat sortant, etc) constitue une opportunité pour influencer l'agenda politique en faveur de la ville. En d'autres termes, la province du Sud-Kivu en général, et Bukavu en particulier, font partie des entités territoriales capables de jouer un rôle de faiseur de roi en RDC et représentent une source nationale de rentes. Cela profite souvent aux élites influentes de Bukavu, désignées ici comme des élites-intermédiaires, qui jouent un rôle de médiateur entre Bukavu et Kinshasa, poursuivant souvent leurs propres intérêts. Il est concevable qu'une telle influence puisse être mise au service du développement urbain et provincial, dans un contexte national où de nombreuses compétences relatives au développement territorial demeurent effectivement centralisées (Namegabe, 2008). Mais comment utiliser cette influence pour favoriser le développement urbain ?

Sur ce point, il convient de rappeler l'argument de Mayrargue et Toulabor (2009), à savoir serait inefficace de se focaliser exclusivement sur la réforme de l'État, de la démocratie, des élections et du fonctionnement administratif dans des contextes où des acteurs puissants parviennent fréquemment à détourner les institutions, parfois légalement, au service d'intérêts privés. D'où la nécessité d'adopter une approche permettant de comprendre le pouvoir à travers l'articulation de la participation et de l'expression publiques, allant au-delà du discours sur les institutions politiques et leurs acteurs (ibid). Ces auteurs soulignent l'importance de regarder la « politique par le bas », pour saisir le point de vue des interactions ordinaires et informelles et, surtout, des pressions citoyennes pouvant contraindre les élites à agir en faveur du développement local (Bayart et al., 2017). Plus spécifiquement, dans le contexte de la ville de Bukavu, où Kinshasa impose sa norme au fonctionnement de la ville et de la province malgré leur autonomie *de jure*, nous plaidons en faveur d'un soutien à la société civile locale afin qu'elle exerce une pression constante sur les autorités urbaines et provinciales, tout en développant et en soutenant des formes localisées de réformes urbaines portées par des coalitions urbaines. Cette pression et ces dynamiques de changement urbain pourraient obliger les élites intermédiaires à répondre aux besoins de la population et à améliorer les services publics (Otayek, 2009).

Toutefois, la situation à Bukavu est très particulière en ce que les actions des autorités municipales et provinciales dépendent fortement des injonctions des élites intermédiaires basées à Kinshasa, lesquelles ont favorisé leurs élections ou nominations. Ces élites relais n'affichent cependant aucune volonté manifeste d'adopter des politiques efficaces pour fournir des services publics décents à la population de Bukavu. De ce point de vue, et contrairement à la littérature sur la participation locale (Gazibo et Thiriot, 2009), la pression exercée sur les autorités locales et provinciales ne suffit pas. C'est pourquoi nous soutenons que la pression de la société civile sur les autorités municipales et provinciales doit également viser à

légitimer leur volonté de résister aux injonctions des élites relais basées à Kinshasa. Ainsi, la mobilisation de la société civile peut renforcer l'autonomie locale et encourager les autorités municipales et provinciales à adopter des politiques alors davantage en adéquation avec les intérêts des citoyens, malgré les contraintes imposées par le gouvernement central par l'entremise de ses intermédiaires. C'est dans ce contexte que l'implication active des citoyens et des organisations locales est essentielle pour améliorer la gouvernance et les conditions de vie à Bukavu.

Dans un contexte où la société civile demeure un acteur dynamique et où de nouvelles formes de mobilisation sociale (Otayek, 2009) émergent avec vigueur, le cas de Bukavu montre que le défi de la participation citoyenne peut s'articuler à la fois en termes de pression et de légitimation des autorités municipales. La pression est nécessaire car, comme tous les fonctionnaires élus ou nommés, ils doivent constamment être rappelés à leur devoir de rendre des comptes à la population locale. La légitimation est tout aussi cruciale parce qu'étant fortement dépendantes des élites relais, la seule volonté politique de remplir leur mission envers la population ne suffit pas. Elles ont besoin d'arguments convaincants pour persuader ces élites relais qu'elles n'ont pas d'autre choix que de servir la population, étant donné la pression exercée sur elles. Celle-ci pourrait ainsi permettre aux élites urbaines de faire usage de leur marge de manœuvre souterraine au profit de la population. En effet, comme ce rapport le montrera, bien qu'elles dépendent étroitement de Kinshasa, certaines élites de Bukavu sont parvenues à créer des mécanismes de gestion et de captation de ressources qui échappent souvent au contrôle de Kinshasa, faisant ainsi de Bukavu un espace semi-autonome. Ce rapport soutient qu'il est possible de tirer parti de cette forme de norme pratique (De Herdt et Olivier de Sardan, 2015) pour promouvoir le développement de la ville.

Cet argument est appuyé par des données issues de plusieurs rapports liés aux quatre axes de travail du projet ACRC-Bukavu. Ceux-ci sont alors très détaillés, mais leur contenu devra être résumé et parfois simplifié par effort de synthèse. Nous aborderons donc ci-après six points principaux : 1) un aperçu du political settlement en RDC ; 2) les dynamiques politiques de Bukavu dans ce political settlement ; 3) une brève analyse des systèmes urbains et leur impact sur la gouvernance locale ; 4) une présentation des domaines spécifiques à Bukavu ; 5) une analyse de l'économie politique du développement à Bukavu, en soulignant le contrôle de Kinshasa et de l'agence locale ; 6) enfin, nous discuterons des implications pour la recherche future et les interventions à venir.

2. Aperçu du political settlement¹ en RDC

Les points ci-dessous reviennent sur : 1) le political settlement ; 2) son émergence et sa consolidation ; 3) la gouvernance et les défis et ; 4) une conclusion.

¹ Le concept de political settlement peut être compris en français comme « règlement politique » ou « arrangement politique » mais nous préférons garder sa version originale en anglais pour rester en cohérence avec le sens qui lui est attribué.

2.1. Political settlement en RDC

To Pour comprendre le développement urbain et les perspectives de réformes à Bukavu, il est essentiel de saisir qui détient le pouvoir et comment il est exercé. Les dynamiques de pouvoir au niveau de la ville ne se déroulent pas en vase clos ; elles sont typiquement influencées par ce que nous appelons le « political settlement » du pays. Un political settlement est un accord ou une entente communs entre les groupes puissants d'une société concernant les règles de base (ou les institutions) du jeu politique et économique qui, en offrant à ces groupes la possibilité d'acquérir un niveau minimal acceptable d'avantages, empêche la société de sombrer dans la guerre totale. Ces règles créent des opportunités ou des avantages pour les groupes « insiders », souvent à l'exclusion des « outsiders ». Le political settlement peut être analysé de diverses manières, mais nous nous concentrerons sur deux dimensions principales : la configuration du pouvoir et la fondation sociale.

La configuration du pouvoir décrit la force relative des groupes loyaux au leader (collectivement désignés comme le « bloc du leader ») par rapport aux groupes qui s'opposent à lui ou ne lui sont loyalement acquis que de manière conditionnelle. En termes simples, lorsque le bloc du leader est fort, nous disons que le pouvoir est « concentré ». En revanche, lorsque le bloc du leader est faible, nous disons que le pouvoir est « dispersé ». La concentration du pouvoir, en interaction avec d'autres variables, façonne la capacité du gouvernement à concevoir et à mettre en œuvre des politiques de développement urbain décisives et cohérentes.

La fondation sociale décrit l'étendue et la profondeur des groupes qui sont des « insiders » du political settlement. Lorsque une proportion relativement large de la population est « insider », on parle d'un arrangement « large » ou « inclusif ». Inversement, lorsque seul un nombre restreint de la population est « insider », on décrit le political settlement comme « étroit ». La fondation sociale, en interaction avec d'autres variables, influencera le degré d'engagement des élites dirigeantes envers une politique de développement urbain « inclusive ».

Le political settlement actuel de la RDC peut être qualifié d'« étroit-dispersé ». La plupart des analyses politiques à ce jour se concentrent davantage sur l'échelle nationale que sur l'échelle sous-nationale. Dans cette section, nous analyserons comment ce political settlement a historiquement façonné le développement urbain à Bukavu et influence désormais les perspectives de réformes de la ville.

Le political settlement actuel en RDC découle des élections du 30 décembre 2018, qui ont conduit à l'investiture de Félix Tshisekedi le 24 janvier 2019. Malgré cette victoire, la coalition sortante, le Front Commun pour le Congo (FCC), a conservé la majorité parlementaire, forçant Tshisekedi à former une coalition avec sa plateforme, *Cap pour le Changement* (CACH). Cette situation a généré des tensions et redéfini les alliances, marquées notamment par la motion de censure du 27 janvier 2021 contre le Premier ministre issu de la coalition FCC-CACH. Ce political settlement a été considéré comme « résolu » par un accord entre les groupes influents, consolidé autour du Président et

d'une large coalition gouvernementale. À Bukavu, ville stratégique du Sud-Kivu, cet équilibre a été influencé par les transformations nationales, redéfinissant les alliances locales et les acteurs du pouvoir (Mikaso et al., 2022).

Cette première section montrera comment Bukavu est un enjeu crucial dans le political settlement national en raison de son rôle en tant que centre de mobilisation politique. Elle montrera également comment le contrôle de la ville permet aux élites locales d'influencer les négociations politiques au niveau central. Les dynamiques de pouvoir à Bukavu sont marquées par des clivages ethniques, politiques, géographiques et professionnels. Les arrangements politiques depuis 2006 montrent comment ces clivages influencent la formation du gouvernement provincial. L'interconnexion entre les élites locales et nationales, avec une forte représentation du Sud-Kivu au sein du gouvernement central, illustre la continuité de l'influence de Kinshasa sur la province, maintenant le contrôle grâce à l'intégration d'acteurs à tous les niveaux.

2.2. Émergence et consolidation

Le political settlement actuel de la RDC remonte à 2018, lorsque le pays a connu une alternance politique à l'issue des élections présidentielles, législatives et provinciales du 30 décembre 2018. Ces élections ont abouti à une alternance politique marquée par la victoire contestée de l'actuel président congolais, Félix Tshisekedi, investi le 24 janvier 2019 malgré les défis rencontrés (Nyenyezi, 2020). Cependant, la coalition du président sortant, le Front Commun pour le Congo (FCC), ayant remporté la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, au Sénat et dans les assemblées provinciales lors des élections de 2018, le nouveau président a été contraint de s'associer au FCC au sein d'une coalition, avec sa propre plateforme, CACH (Mikaso et al., 2022).

Critiqué pour être une marionnette de l'ancien président Joseph Kabila, au pouvoir depuis le 17 janvier 2001, Félix Tshisekedi, après deux ans de coalition difficile, a entrepris de se détacher de l'ancien régime et a réussi à former une coalition unique pour gouverner le pays. Les tensions qui ont émergé en juillet 2020 au sein de la coalition entre les factions de Kabila et de Tshisekedi, concernant diverses nominations dans l'armée et à la Cour constitutionnelle, ont marqué la fin de la cohabitation entre les deux régimes. La rupture définitive entre les régimes successifs a eu lieu le 27 janvier 2021, lorsque les députés nationaux ont voté massivement en faveur d'une motion de censure (367 voix sur 382), entraînant la chute du Premier ministre et de son gouvernement FCC-CACH (Batumike et Nyenyezi, 2023).

Le political settlement qui s'est depuis consolidé en RDC peut être qualifié de « résolu », car le régime actuel au pouvoir a instauré un accord substantiel entre les groupes les plus influents sur les règles de base du jeu politique. Le régime s'est consolidé autour d'un système politique où, de facto, le pouvoir est concentré autour de la personne du Président de la République, qui forme et dirige une coalition gouvernementale relativement large et cohérente. Depuis les années 1960, sous les présidences de Kasa-Vubu, Mobutu, Laurent-Désiré Kabila et Joseph Kabila, les coalitions dirigeantes se sont formées autour du président, intégrant divers types

d'acteurs influents, d'élites et de leaders, comme les chefs de partis politiques, les notables régionaux ou ethniques et les leaders d'opinion. Ces acteurs, alliés au président, constituent ainsi la coalition au pouvoir.

Au cours des 18 années de pouvoir de Joseph Kabila, l'équilibre des forces à Bukavu s'aligne sur celui de Kinshasa, en raison de la volonté nationale de maintenir le contrôle sur les provinces. Avec l'arrivée de Félix Tshisekedi en 2019, cet équilibre s'est adapté aux changements intervenus à Kinshasa. Ces transformations ont accéléré la redéfinition des alliances et le repositionnement des élites de la ville, redéfinissant les acteurs de pouvoir autour de nouvelles règles du jeu politique et économique (Nyenyenyezi, 2020).

Les groupes influents au niveau national se répartissent en trois blocs : le Bloc du Leader (BL), le Bloc de Loyauté Conditionnelle (BLC) et le Bloc de l'Opposition (BO). Le Bloc du Leader (BL) comprend le président Tshisekedi, sa famille, les membres de sa tribu, les leaders de son parti (UDPS), les leaders religieux des églises de réveil et ses proches alliés. Leur loyauté est assurée par des nominations et des avantages matériels. Ce bloc joue un rôle crucial dans la consolidation du pouvoir autour du président. Le Bloc de Loyauté Conditionnelle (BLC) se compose de partis politiques alliés, de chefs traditionnels, de mouvements socio-culturels et d'une partie de la société civile. Leur loyauté dépend de leur participation au pouvoir et des bénéfices qui en découlent. On peut citer, par exemple, l'UNC de Vital Kamerhe et d'autres membres de la coalition de l'Union Sacrée de la Nation (USN). Le Bloc de l'Opposition (BO) regroupe des partis d'opposition, certaines organisations de la société civile et des acteurs influents tels que Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018. Ces groupes s'opposent activement au régime en place et critiquent les pratiques actuelles de gouvernance. Les estimations de la taille des différents blocs se basent sur les résultats électoraux, les sondages d'opinion et les statistiques démographiques. Par exemple, les Baluba représentent une proportion significative de la population congolaise et constituent une base importante pour le BL. Les partis d'opposition et certains groupes de la société civile forment le BO, tandis que le BLC est composé de groupes dont les loyautés fluctuent en fonction des avantages politiques et des nominations.

En termes de facteurs exogènes, le soutien militaire étranger, bien que significatif, n'a pas joué un rôle déterminant pour le maintien du political settlement en RDC. Certes, la MONUSCO, les collaborations avec des pays comme le Burundi, ainsi que les forces régionales de la CAE ou de la SADC, apportent une assistance importante. Cependant, la centralisation du pouvoir et la distance entre les zones de conflit et la capitale permettent de gérer ces conflits sans compromettre la stabilité politique en général. L'aide financière et technique étrangère est également substantielle. La RDC reçoit un soutien financier et technique des institutions de Bretton Woods et d'autres partenaires internationaux, ce qui est essentiel pour stabiliser l'économie et soutenir les réformes gouvernementales. Face à cette dépendance, les politiques nationales

visent à travailler vers l'autonomie du political settlement, en misant sur le potentiel économique du pays et de ses abondantes ressources naturelles.

2.3. Gouvernance et défis

Du point de vue de la gouvernance, la décentralisation (Melmoth, 2007), instaurée par la constitution de 2006 et pleinement mise en œuvre en 2016, a été conçue pour doter les provinces des ressources nécessaires à une gestion efficace. Toutefois, le faible taux de mise en œuvre des budgets provinciaux et les disparités dans la distribution des ressources ont entravé ces efforts. Les provinces de Kinshasa, du Haut-Katanga et du Kongo-Central bénéficient d'un traitement préférentiel dans cette allocation des ressources, ce qui reflète la volonté de l'État de minimiser le risque de conflits dans ces régions stratégiquement importantes.

Depuis 2019, plusieurs réformes ont été introduites, notamment l'éducation primaire gratuite et le Projet de Développement des 145 Territoires. Ces initiatives visent à améliorer les conditions de vie de la population et à justifier la légitimité de l'État. Cependant, des défis persistent en matière de gouvernance, de corruption et de gestion des ressources publiques. La cooptation matérialiste clientéliste reste une stratégie clé pour maintenir le pouvoir. Cela inclut la nomination des directeurs d'entreprises publiques, la cooptation des chefs traditionnels, l'attribution de marchés publics souvent non conformes (une approche d'octroi des marchés publics de gré à gré), et la personnalisation de l'action gouvernementale par des dons financés par des fonds publics. Ces pratiques permettent de stabiliser le political settlement en ralliant des leaders influents, mais elles empêchent toute rupture avec les pratiques problématiques des régimes précédents.

La RDC dispose d'un système politique semi-présidentiel où l'accès au pouvoir politique se fait par le biais des élections, des coalitions et des arrangements politiques. Toutefois, au-delà des considérations formelles, il est essentiel de comprendre comment le pouvoir fonctionne réellement. Les élites politiques voient la politique comme un moyen de s'enrichir et de consolider leur pouvoir, en recourant souvent à des pratiques clientélistes pour maintenir leur position. L'exemple des augmentations salariales pour les députés nationaux (GEC, 2022), des « dons » tels que des véhicules ou un soutien financier (Nations Unies et Radio Okapi, 2021), et des pressions judiciaires exercées sur certains leaders (HRW, 2023 ; Malukisa, 2024), illustrent le fonctionnement de l'arène politique en RDC. Ces pratiques renforcent la légitimité du gouvernement en place tout en maintenant un équilibre entre les différentes factions politiques.

Il convient également de souligner la présence d'un nombre significatif d'élites originaires du Sud-Kivu au sein du gouvernement central depuis 2019. Entre 2019 et 2024, sept ministres (Travail et Sécurité sociale, Infrastructures, Budget national, Décentralisation et Affaires coutumières, Développement rural, Économie nationale, Recherche scientifique) ont fait partie du gouvernement Sama Lukonde II (sur un total de 58 ministres et vice-ministres). Le président du Sénat, le deuxième vice-président

de l'Assemblée nationale et la Première Dame de la République sont également originaires du Sud-Kivu. En 2024, en plus de la Première Dame, le président de l'Assemblée nationale, le chef de cabinet du président de la République et quatre ministres proviennent également de cette province.

D'une part, cette surreprésentation du Sud-Kivu au sein du gouvernement national est liée à au poids politique des partis politiques, à la position des leaders dans les groupes stratégiques de prise de décision, aux alliances préexistantes entre partis majoritaires et aux relations sociales. C'est ce qui fait entre autres que le Sud Kivu se distingue d'autres provinces. En effet, premièrement, les partis politiques présidés par les leaders du Sud Kivu à savoir l'ADFC et l'UNC sont respectivement 2ème et 3ème force à l'Assemblée Nationale (ICEAPEM et CCESP, 2025 : 29). Deuxièmement, les deux grands leaders politiques du Sud Kivu (Vital Kamerhe et Bahati Lukwebo) siègent dans le Présidium de l'Union Sacrée de la Nation, composé de 6 personnalités en plus du Président de la République, organe de haut niveau qui prend les grandes décisions politiques du pays. Il est appelé organe de conception, de coordination et d'orientation de l'Union Sacrée de la Nation. Troisièmement, il y a lieu de noter également que la position actuelle du Sud Kivu repose sur l'alliance entre Vital Kamerhe et Félix Tshisekedi dans le cadre de l'accord CACH. Cette alliance pré-électorale entre deux leaders politiques de l'opposition a déterminé à l'époque la place privilégiée de l'UNC de Kamerhe dans le partage du pouvoir après les élections de 2018. Quatrièmement enfin, la particularité de la position du Sud Kivu dans la gouvernance actuelle repose sur les relations sociales, de type sociologique et religieux. Du point de vue sociologique, la première dame provient du Sud Kivu, dans la tribu des alliés du Chef de l'Etat. Du point de vue religieux, l'actuel Directeur de Cabinet du Président de la République, Anthony Nkinzo Kamole, est non seulement du Sud Kivu, mais surtout un leader religieux au sein de l'église (Centre Missionnaire Philadelphie de Kinshasa) fréquenté par Félix Tshisekedi.

Tous ces éléments influencent le choix des élites appelées à diriger la province du Sud-Kivu et la ville de Bukavu. En d'autres termes, le pouvoir dont disposent les leaders de certains partis présents au gouvernement central à Kinshasa leur confère une capacité d'imposition dans la désignation des responsables politiques provinciaux, tout en tenant compte, bien entendu, des clivages existants. D'autre part, cet entrecroisement des élites de Kinshasa et de Bukavu peut amener, le cas échéant, à ce que la distinction entre élites provinciales et nationales, devienne floue, tout autant que leurs politiques. En effet, au Sud-Kivu, certains individus, que l'on qualifie d'élites intermédiaires, font partie à la fois des élites nationales et provinciales. Dans ce contexte, ces élites intermédiaires, qui résident à Kinshasa, semblent gérer la province du Sud-Kivu et la ville de Bukavu, dictant sa politique à travers des intermédiaires, dont la plupart sont membres des partis politiques qu'elles dirigent, souvent issus de la même ethnie ou famille. Les élites locales sont nommées par ces dirigeants des partis au niveau national, renforçant ainsi l'emprise de Kinshasa sur la province du Sud-Kivu et sur la dynamique de la ville de Bukavu. Cette situation rend très difficile l'initiative de promouvoir le développement de la ville.

2.4. Conclusion

La gouvernance réelle en RDC dépasse les structures formelles : elle inclut des pratiques informelles et des transactions personnelles qui déterminent l'accès au pouvoir et aux ressources. Les nominations politiques, l'attribution des marchés publics et la personnalisation de l'action gouvernementale sont autant de pratiques qui façonnent la gouvernance effective. Les élites politiques utilisent ces pratiques pour stabiliser leur pouvoir, mais cela renforce également la corruption, la mauvaise gestion et la fragmentation institutionnelle. Malgré les défis persistants en matière de gouvernance et de corruption, le gouvernement bénéficie du soutien du système financier international et de la coopération au développement, qui contribuent à stabiliser la situation politique. Il va sans dire que les prochaines élections et les initiatives de développement seront cruciales pour déterminer l'évolution de ce political settlement, qui repose sur des enjeux d'autonomie, de gouvernance et de bien-être de la population congolaise.

Le political settlement en RDC est marqué par une consolidation autour du président Tshisekedi, soutenu par des alliances stratégiques (dans le BL, le BLC et en particulier dans l'USN). Les dynamiques du pouvoir en RDC montrent que la stabilité du political settlement repose sur des alliances stratégiques et des pratiques de cooptation, mais elles soulèvent également des questions sur la durabilité et l'efficacité de ces arrangements à long terme. Les efforts pour renforcer la gouvernance et lutter contre la corruption seront essentiels pour améliorer la situation et répondre aux aspirations du peuple congolais.

3. Bukavu dans le political settlement de la RDC

En RDC, une ville est définie comme une zone urbaine d'au moins 100 000 habitants, dotée d'équipements collectifs ainsi que d'infrastructures économiques et sociales, reconnus par un décret du Premier ministre (Nyenyezi et al., 2021). La Constitution de 2006 stipule que la ville est une Entité Territoriale Décentralisée (ETD) dotée d'une personnalité juridique et d'une autonomie de gestion. Toutefois, le processus de décentralisation demeure incomplet, avec seulement quatre des 12 lois prévues promulguées, ce qui engendre un manque de direction et une incohérence entre les lois et leur mise en œuvre. Bien que les provinces et les villes soient censées jouir d'une autonomie juridique, financière et politique, en pratique, les villes n'exercent pas cette autonomie en raison de la dépendance politique et financière imposée par le gouvernement central. Des mécanismes tels que le maintien illégal de la rétrocession au lieu de la retenue à la source, le pouvoir de sanction du ministre de l'Intérieur, et le contrôle informel exercé par les élites relais, permettent au pouvoir central, voire au gouvernement provincial, de contrôler la ville. Les décisions majeures sont prises à Kinshasa, limitant la marge de manœuvre des autorités locales. Les juridictions compétentes pour juger des autorités provinciales et du Ministère de l'Intérieur, qui exercent une surveillance non officielle, sont également basées à Kinshasa. Cette centralisation favorise une logique clientéliste et déstabilise la gouvernance locale,

permettant à Kinshasa de continuer à capter le pouvoir et les ressources des ETD. Dans les dynamiques de pouvoir systémique, les ETD telles que la ville sont soumises à des politiques dictées par le gouvernement central et ne peuvent développer des politiques autonomes. Ainsi, malgré la gestion théorique de l'autonomie, Bukavu demeure dépendante du cadre politique national. La ville souffre également de dysfonctionnements dans plusieurs systèmes urbains qui ne parviennent pas à fournir les biens et services attendus.

Le deuxième point mettra en lumière la complexité de la distribution du pouvoir à Bukavu, qui ne peut être comprise sans une connaissance approfondie des clivages ethniques, politiques, géographiques et professionnels, etc., au sein de la province du Sud-Kivu, dont elle est la capitale. Du point de vue de l'accès au pouvoir, plusieurs clivages politiques importants existent au sein de la province. Par clivages, nous entendons des groupes d'individus qui ont tendance à agir ensemble et que les dirigeants politiques tentent de capturer et d'utiliser pour s'affirmer ou accéder au pouvoir. Pour comprendre l'accès au pouvoir dans la ville de Bukavu, il est essentiel de prendre en compte ces différents clivages présents au sein de la province dont elle dépend. Nous proposons d'analyser ces clivages sous deux catégories : 1) les clivages pertinents pour la distribution du pouvoir, et 2) les clivages indépendants de la distribution du pouvoir.

3.1. Clivages pertinents et accès au pouvoir

Premièrement, en ce qui concerne les clivages pertinents pour la distribution du pouvoir, il est possible de définir trois clivages jouant un rôle important dans la revendication de l'accès au pouvoir dans la province du Sud-Kivu, et ayant un fort impact sur celui-ci dans la ville de Bukavu. Il s'agit de (i) l'ethnie, (ii) la localisation géographique, et (iii) l'appartenance à un parti politique/majorité. Le clivage ethnique repose sur l'existence de plusieurs groupes ethniques au Sud-Kivu, tels que les Bashi, Bahavu, Balega, Bafuliru, Babembe, Banyamulenge, Bavira, Barundi, Banyindu, Babwari, Basanzi, Batembo, Barongeronge, Babuyu et Bahutu. En ce qui concerne la distribution du pouvoir au Sud-Kivu et à Bukavu, deux blocs ethniques se forment : les Bashi et les Bahavu d'une part, et les autres groupes ethniques d'autre part. Sans agir en coalition, les autres groupes ethniques revendiquent la direction de la province et de la ville et/ou leur représentation significative dans les institutions politiques ainsi que dans l'administration provinciale et urbaine, face au groupe ethnique Bashi, allié aux Bahavu, qui est considéré comme dominant dans l'arène politique.

Les revendications en faveur d'une représentation équitable de toutes les ethnies locales dans la gouvernance provinciale et urbaine sont quasi permanentes et alimentent les manœuvres politiques, menant parfois à des conflits d'ordre politique. En 2006, des accords informels de gestion et de partage du pouvoir au Sud-Kivu, souvent appelés les Accords de la Roche, ont été signés à Bukavu entre ces blocs pour la représentation ethnique dans le pouvoir provincial lors de la législature 2006-2011. L'analyse géopolitique réalisée lors de la conférence de La Roche a subdivisé la province du Sud-Kivu en quatre zones : la zone Kabare-Walungu, territoire des Bashi ;

la zone Kalehe-Idjwi, territoire des Bahavu (Kalehe et Idjwi), des Batembo et des Barongeronge ; la zone Mwenga-Shabunda, territoire des Barega ; et la zone Fizi-Uvira, territoire des Babembe, Bafuliro, Bavira, Babuyu et Banyamulenge. Si les dynamiques politiques et sociales dans ces différentes zones restent complexes, notamment en raison des problèmes de cohabitation entre les ethnies, cette subdivision a toutefois permis d'aborder la question du partage du pouvoir à travers le prisme d'une géopolitique convenue. En plus du consensus sur la subdivision géopolitique, les parties prenantes se sont mises d'accord pour que le gouverneur provincial soit issu de la zone Kabare-Walungu, le vice-gouverneur de la zone Mwenga-Shabunda, le président de l'assemblée provinciale de la zone Uvira-Fizi et le vice-président de l'assemblée provinciale de la zone Kalehe-Idjwi. Ces accords de La Roche ont été pleinement respectés lors des élections de 2006, et lors des législatures suivantes (2011-2016, la transition de 2017-2018 ; 2018-2023), ils ont continué à servir de référence sans toutefois être appliqués à la lettre. Le partage du pouvoir a été davantage influencé par le poids des partis politiques.

En ce qui concerne le clivage géographique, la question des axes géographiques est très importante dans la manière dont le pouvoir est revendiqué et distribué dans la province du Sud-Kivu. Dans le cas du gouverneur, par exemple, il doit être un Mushi situé sur l'axe nord de la province, avec un vice-gouverneur sur l'axe sud (concernant la zone Lega et ses alentours). En dehors de la représentation géographique des deux familles, ce clivage permet surtout de saisir les sous-divisions liées aux sous-groupes ethniques et à leurs localisations géographiques. Par exemple, chez les Bashi, il existe plusieurs sous-divisions, telles que Kabare-Ngwashe, la sous-division Kalehe-Idjwi et Luhwinja-Burhinyi-Kaziba. Il y a en réalité une considération simultanée du clivage ethnique et du clivage géographique ou territorial.

Enfin, en ce qui concerne le clivage politique, l'appartenance à un parti ou à une majorité au pouvoir constitue un moyen de s'ancrer dans l'arène politique de la province du Sud-Kivu et de la ville de Bukavu. Les caractéristiques du clivage politique au niveau provincial reflètent fidèlement celles observées à l'échelle nationale. Sur le plan politique, le parti et la coalition au pouvoir à Kinshasa ont toujours eu le dernier mot dans l'accès au pouvoir au Sud-Kivu et à Bukavu. Actuellement, il s'agit principalement de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), de la coalition Cap pour le Changement (CACH) et de l'Union Sacrée pour la Nation (USN). Quant aux partis d'opposition, ils peinent à accéder aux postes de pouvoir au Sud-Kivu et à Bukavu.

La relation entre ces clivages et le pouvoir repose sur trois caractéristiques : d'abord, pour comprendre l'accès au pouvoir dans la province, il est souvent nécessaire de combiner ces différents clivages. Ensuite, c'est au sein du clivage ethnique que les hauts dirigeants politiques tirent leur légitimité, que ce soit dans la ville de Bukavu, dans la province, ou à Kinshasa. Enfin, à Kinshasa, les élites de la province du Sud-Kivu et de Bukavu doivent combiner à la fois les clivages ethniques et régionaux pour pouvoir s'imposer politiquement au niveau national. En effet, la cooptation de ces élites

est facilitée par le fait qu'elles représentent, ou prétendent représenter, une large section ethnique et géographique de la population de la province du Sud-Kivu, constituant ainsi un réservoir de voix important pour le régime en place. C'est pourquoi la combinaison des clivages ethniques et politiques est cruciale pour l'accès au pouvoir.

Quant au clivage géographique au niveau provincial, il perd de sa pertinence dans la mesure où il est toujours intégré au clivage ethnique. Autrement dit, au sein de la province, les divisions ethniques se superposent toujours aux divisions géographiques, car les groupes ethniques (tribus) sont localisés dans des zones géographiques spécifiques.

3.2. Clivages indépendants de la distribution du pouvoir

En second lieu, nous pouvons définir quatre clivages qui sont indépendants de la distribution du pouvoir, même s'ils peuvent parfois jouer un rôle : 1) les Églises ; 2) les organisations de la société civile ; 3) les chefs coutumiers ; et 4) les grands opérateurs économiques. En ce qui concerne les Églises, elles sont considérées comme une force politique en soi, car elles ont la capacité de mobiliser la population en faveur ou contre le gouvernement en place. Par le passé, cette mobilisation a contribué de manière contradictoire à la légitimation et à la chute de certains régimes (par exemple, ceux de Mobutu et de Kabila). Bien que l'Église protestante ait la capacité de mobiliser la population, elle est moins puissante que l'Église catholique, dont l'engagement politique est suffisamment marqué et dont la voix est unifiée. L'Église catholique à Bukavu adopte des positions politiques claires à travers les lettres épiscopales de l'archevêque de Bukavu. Il est donc facile de comprendre pourquoi tous les régimes en place ont toujours cherché à la coopter. En plus de cet élan autonome de l'Église catholique, il existe une coalition des Églises protestantes locales nommée l'Église du Christ au Congo (ECC), mais celle-ci n'est pas ouvertement politique. Elle fonctionne plutôt dans un sens de coopération avec le pouvoir en place, en essayant de ne pas entrer en critique ouverte ou en confrontation.

Quant aux organisations de la société civile, le Sud-Kivu et Bukavu en particulier ont une longue histoire de luttes politiques et sociales, au cours desquelles la société civile a joué un rôle important dans la résistance aux régimes successifs (Rugusha, 2005). Nous faisons délibérément une distinction ici entre les Églises et la société civile, car, bien que les Églises fassent partie de la société civile et aient rejoint cette dernière lors des manifestations par le passé, il s'agit de deux blocs différents, du moins du point de vue des pouvoirs en place et de leurs relations avec ces derniers. Tandis que les Églises sont plus stratégiques et beaucoup plus ciblées dans leurs actions, les autres organisations de la société civile (bureau de coordination, ONG, mouvements associatifs, mouvements citoyens, associations des jeunes, organisations féminines) s'impliquent souvent dans tous les domaines de revendications politiques : gouvernance, droits humains, transparence, services publics, etc. Elles se présentent souvent en opposition avec les pouvoirs en place, prétendant être du côté du peuple. Les différentes autorités aux niveaux provincial et national sont donc tenues de les

prendre en compte, tant pour leur impact sur l'opinion publique que pour leurs éventuels actes de résistance. En même temps, il s'agit cela dit d'un bloc assez fragmenté, avec plusieurs factions et groupes qui se livrent une concurrence féroce, alors parfois influencés par les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir.

Les chefs coutumiers représentent les groupes ethniques de la province et dirigent les entités coutumières connues sous le nom de chefferies, établies par la Constitution comme des entités territoriales décentralisées. En raison de l'insécurité persistante dans les zones rurales, la plupart des chefs coutumiers du Sud-Kivu vivent dans la ville de Bukavu, où ils influencent la politique et la dynamique sociale par leur position symbolique vis-à-vis des natifs de leurs zones culturelles. Il est vrai cependant que le pouvoir coutumier a été progressivement érodé pour diverses raisons depuis la période coloniale. Comprenant la légitimité de ces chefs, toutes les autorités de l'État ont toujours cherché à diminuer le pouvoir coutumier autant que possible par différentes stratégies. Par exemple, la loi les considère comme des agents de l'État, qui se classent en dessous des administrateurs des territoires comprenant les chefferies qu'ils dirigent. En pratique, cependant, la légitimité et le pouvoir de certains chefs coutumiers sont si forts que ces administrateurs se voient contraints de collaborer avec eux en tant qu'égaux, voire de négocier le partage du pouvoir. Certains de ces chefs coutumiers sont élus, en violation de la loi et avec la complicité des partis politiques, comme députés provinciaux ou nationaux lorsqu'ils ne sont pas cooptés. D'autres semblent avoir perdu toute légitimité après avoir été supplantés par des élites nationales autochtones ayant considérablement investi dans la communauté. Quoi qu'il en soit, le soutien de ces chefs traditionnels reste un atout nécessaire d'un point de vue politique et économique. Cependant, ce bloc est assez cohésif, car il est constitué de différentes factions ou groupes, qui se livrent à une concurrence modérée entre eux. Ils forment également une coalition, l'Association des Bami du Sud-Kivu (COBASKI).

Enfin, les grands opérateurs économiques sont souvent étroitement liés aux intérêts des élites dirigeantes, tant au niveau provincial qu'à Kinshasa, et ce, afin de préserver ou renforcer leurs propres intérêts économiques : exonération fiscale des biens, accès aux marchés publics, accès aux dividendes des politiques de partenariat public-privé, sécurisation de leurs investissements, etc. Ces élites économiques apportent également un soutien financier ou moral aux différentes élites politiques en échange de certains services ou simplement à titre préventif. Au cours des deux dernières décennies, nombre d'entre elles se sont d'ailleurs directement engagées en politique, en accédant à des fonctions électives comme députés provinciaux ou nationaux. Mais ce bloc est moins cohésif, car il est constitué d'acteurs motivés par des intérêts individuels qui cherchent à faire usage de leur présence dans l'arène politique locale et nationale pour accéder aux ressources et sécuriser leurs investissements. Répartis dans des partis politiques puissants, ces élites sont en compétition constante entre elles.

Il est très important de distinguer ces clivages, car contrairement à ceux décrits dans le premier point, ils ne sont pas toujours alignés avec les intérêts du régime en place. La société civile, les groupes religieux influents et les organisations comme la Chambre de Commerce jouissent d'une autonomie suffisante vis-à-vis du Maire de la ville, du Gouverneur Provincial et même des institutions nationales. Ces instances agissent souvent en fonction de leurs intérêts matériels ou idéologiques, émettent des critiques et prennent des initiatives indépendantes pour soutenir ou s'opposer, sans nécessairement suivre les directives du régime. En l'absence d'une opposition politique effective, ils servent de contrepoids au Maire et au Gouvernement Provincial.

En raison de leur opposition à la mauvaise gestion de la ville, notamment en ce qui concerne les infrastructures routières, la gestion des déchets, les marchés illégaux et le détournement de fonds, trois Maires de Bukavu ont déjà été remplacés. Avec une société civile diverse et active, des pressions sont exercées sur les autorités pour qu'elles agissent contre les dysfonctionnements des systèmes urbains. Par exemple, en 2017, la pétition de la société civile² avait entraîné le remplacement d'un maire de la ville pour son incapacité à régler les problèmes urbains (insalubrité, spoliation des espaces publics, l'insécurité urbaine, etc) ; et en 2020, c'est leur dénonciation qui avait conduit le gouverneur de province à suspendre le maire de la ville de Bukavu³ pour les mêmes raisons que son prédécesseur.

L'Église catholique est également un acteur puissant dans le jeu politique. Le leadership catholique est vital pour la stabilité de la province et de la ville. Plusieurs fois, l'archevêque de Bukavu a été sollicité pour faire de bons offices dans les crises politiques urbaines et provinciales, y compris celles ayant opposé le gouverneur de province Théo Ngwabidje à l'assemblée provinciale du Sud Kivu de 2021 à 2023. Il est donc clairement établi qu'on ne peut pas gouverner la ville de Bukavu sans tenir compte des positions de la société civile et de l'Église catholique.

En fait, l'influence de ces acteurs indépendants ne détermine pas fondamentalement les règles du jeu politique ou la distribution des ressources dans la province. Néanmoins, dans certaines circonstances, leur influence a pu augmenter au travers de coalitions temporaires avec les chefs coutumiers et les Églises pour contester les pratiques de gouvernance du Maire de Bukavu ou du Gouverneur Provincial.

3.3. Conclusion

Cette section illustre comment la distribution et la négociation du pouvoir à Bukavu sont prises dans un piège partisan, permettant à Kinshasa de maintenir son contrôle sur la province à travers des élites politiques basées à la fois dans la capitale et dans la province. Les dirigeants de la ville disposent d'une marge de manœuvre limitée pour

² NDSCI, Lucha, Filimbi et al. (2020). « Pétition contre le maire de la ville de Bukavu, RDC. » Disponible à : <https://www.change.org/p/yogolelomustgo-petition-contre-le-maire-de-la-ville-de-bukavu-en-rdc> (consulté le 18 août 2025).

³ En 2020, le Maire de la ville de Bukavu fut suspendu par le Gouverneur pour mauvaise gestion administrative et financière et ventes illicites des parcelles de l'Etat.

mettre en œuvre des politiques de gouvernance efficaces depuis la base. Les décisions majeures sont souvent prises à Kinshasa. Malgré la rhétorique actuelle visant à défier les dirigeants d'origine du Sud-Kivu vivant à Kinshasa, notamment au niveau de certaines autorités provinciales, l'influence du gouvernement central reste tenace dans la gestion de la province. Les juridictions compétentes (comme la Cour constitutionnelle et le Conseil d'État), pour juger les autorités provinciales ou leurs actions, sont basées à Kinshasa. Le Ministère de l'Intérieur, qui exerce une autorité *de facto* sur le gouvernement provincial sans fondement juridique, supervise également l'Assemblée provinciale et le gouvernement provincial, et son siège est à Kinshasa. Le Ministère a souvent émis des directives, convoquant les gouverneurs et les députés à Kinshasa ou empêchant les séances plénières visant à révoquer le gouverneur ou à mettre en œuvre d'autres mesures de contrôle parlementaire.

Malgré la dépendance de la province à l'égard du gouvernement central et des structures politiques qui permettent à la capitale de maintenir son contrôle, les acteurs locaux de la province conservent un certain degré d'autonomie. Au niveau provincial, les dirigeants locaux peuvent parfois s'affranchir de l'influence de la capitale en mettant en place des arrangements de partage du pouvoir qui contribuent à la stabilité de la province, tout en tenant compte de l'ensemble complexe des dynamiques politiques, ethniques et géopolitiques. Pour comprendre comment le pouvoir est acquis et exercé dans la province, il est essentiel d'analyser la manière dont les élites locales gèrent leurs relations avec le gouvernement central afin de renforcer leur position, tant au sein de la province qu'à la capitale. Cela implique de prendre en compte également les réalités sociologiques distinctives de la province, en ce qui concerne notamment les relations interethniques. La capacité des acteurs provinciaux à manœuvrer met en lumière la nature semi-autonome de la région, du fait de l'interaction entre les élites locales et le gouvernement central. Ces acteurs locaux agissent souvent en tant qu'intermédiaires entre le gouvernement central et la province, et leur rôle peut offrir des opportunités pour des initiatives de développement concrètes. C'est à ce niveau que des actions significatives pour un développement inclusif peuvent prendre forme.

4. Résumé des systèmes urbains dans la ville de Bukavu

Les systèmes urbains se définissent comme des formes délimitées d'infrastructures matérielles et/ou de structures organisationnelles qui se préoccupent de fournir des biens/services spécifiques dans les zones urbaines. Fonctionnant à l'échelle de la ville, ils ont des objectifs matériels et/ou sociaux clairement définis et sont au moins soutenus, dans la plupart des cas, par une infrastructure matérielle désignée et gérée par une ou plusieurs organisations. En général, l'on ne peut imaginer le fonctionnement d'une ville et sa reproduction en dehors de ces systèmes qui, en réalité, en sont une partie intégrante. Six systèmes ont fait l'objet de notre étude dans la ville de Bukavu. Il s'agit de l'eau ; des soins de santé ; du transport ; de la distribution des produits alimentaires ; de la gestion des déchets et de

l'assainissement⁴ et enfin, de la loi et de l'ordre. Notre résumé de ces systèmes⁵ se structure autour 1) des défis de la gouvernance urbaine à Bukavu et 2) du fonctionnement des services urbains avant 3) de conclure.

4.1. Les défis de la gouvernance urbaine à Bukavu

Une urbanisation rapide et désorganisée : L'analyse des systèmes urbains à Bukavu met en lumière un ensemble complexe de dynamiques où l'interaction entre les acteurs politiques, les infrastructures physiques et les pratiques sociales façonne la vie urbaine. Ces systèmes, tels que l'eau, la santé, le transport, la gestion des déchets et la sécurité, sont largement influencés par des facteurs politiques et économiques, tout en étant confrontés à des défis structurels hérités de l'évolution historique de la ville et des limites des politiques de gouvernance. Fondée au début du XXe siècle en tant que poste militaire, Bukavu a traversé plusieurs transformations démographiques et économiques. Ces mutations ont entraîné une urbanisation rapide, exacerbée par des phénomènes migratoires internes liés à l'insécurité et à l'essor des opportunités économiques. Cependant, celle-ci s'accompagne à ce moment-là d'une dégradation des infrastructures et d'une croissance désordonnée, créant des inégalités d'accès aux services de base. Les constructions informelles, notamment sur des terrains inappropriés, tels que les pentes ou les rives des rivières, ont alors accentué les risques d'inondations et de glissements de terrain, contribuant à une dégradation de l'environnement urbain.

Inégalités dans la fourniture des services publics : L'analyse des systèmes urbains à Bukavu révèle également des inégalités profondes dans la fourniture et l'accès aux services publics. Ces systèmes, qu'ils soient liés à l'approvisionnement en eau, à la santé, à la gestion des déchets ou aux transports, fonctionnent souvent de manière fragmentée et inefficace, d'une part en raison de l'absence de coordination entre les acteurs publics et privés, et d'autre part, en raison de fragmentations internes. Par exemple, conjointement à un manque de coordination au sein même des entités publiques, il y a, au niveau du secteur de l'éducation, l'absence d'une carte scolaire et une multiplicité de réseaux d'écoles se gérant de manière quasi-autonome. Cette fragmentation est exacerbée par la faible capacité des autorités locales à gérer ces systèmes de manière autonome, leur pouvoir étant largement subordonné à l'État central. Bien que la Constitution et la loi électorale de 2006 aient introduit des principes de décentralisation, la mise en œuvre de ces réformes a été entravée par l'absence d'élections locales régulières et par l'interférence constante du gouvernement central. Ainsi, cette centralisation du pouvoir empêche les autorités locales de disposer des ressources et de l'autonomie nécessaires pour répondre efficacement aux besoins des habitants.

⁴ Alors que la gestion des déchets et l'assainissement sont deux systèmes distincts, en RDC, ils sont liés et constituent un seul système et répondent à la même autorité de régulation.

⁵ Chacun de ces systèmes a fait l'objet d'un rapport détaillé et d'un résumé analytique.

Manque de financement et de gestion des infrastructures : Les défis rencontrés par les systèmes urbains à Bukavu sont également le fruit d'un manque chronique de financement et de gestion des infrastructures. Les recettes fiscales locales, qui devraient financer les services urbains, sont insuffisantes et mal allouées. Les autorités municipales, souvent nommées par le gouvernement central, privilégiennent les intérêts politiques à court terme, ce qui mène à une gestion inefficace des ressources. Les décisions budgétaires sont également influencées par les enjeux politiques, ce qui nuit à l'allocation juste et équitable des ressources nécessaires à la gestion des services publics.

Insuffisance des infrastructures physiques : L'insuffisance des infrastructures physiques, qu'il s'agisse des réseaux d'approvisionnement en eau, d'assainissement ou de transport, alourdit les difficultés rencontrées par les habitants et les usagers. L'approvisionnement en eau est particulièrement problématique, avec des infrastructures obsolètes et inadaptées à la croissance démographique rapide. L'accès à l'eau est par ailleurs souvent irrégulier, aggravant les conditions de vie déjà difficiles pour de nombreuses familles. De plus, la gestion des déchets est un problème majeur, avec leur accumulation dans les rues et un manque de systèmes de collecte efficaces, ce qui engendre des risques sanitaires. Le secteur de la santé souffre aussi de faiblesses structurelles : manque de ressources et d'infrastructures adaptées, établissements publics sous-équipés, et absence de politiques de santé cohérentes entre les niveaux de gouvernement. Le système de transport, inefficace et congestionné, est marqué par l'absence de planification urbaine et de transports publics organisés, obligeant les habitants à se tourner vers des moyens de transport informels, souvent insuffisants et dangereux.

Idéologies développementalistes et néolibéralisme : La gestion des systèmes urbains à Bukavu est également influencée par des idéologies développementalistes, telles que le modernisme et le néolibéralisme. Ces dernières ont alors façonné les attentes des autorités locales et des acteurs privés, souvent en privilégiant des solutions techniques sans prendre en compte les réalités sociales et économiques locales. L'urbanisation rapide de Bukavu a été pensée dans un cadre moderniste, sans tenir compte des conséquences environnementales et sociales de l'expansion urbaine. Le néolibéralisme a également favorisé une gestion des ressources urbaines qui, tout en cherchant l'efficacité, néglige les besoins sociaux des populations vulnérables. Les effets externes négatifs de ces politiques, comme l'insuffisance de l'approvisionnement en eau et la mauvaise gestion des déchets, exacerbent alors la pollution et l'insalubrité, impactant à leur tour la qualité de vie et les infrastructures de transport.

Tensions sociales et économiques renforcées : Enfin, l'incapacité des autorités à gérer efficacement ces systèmes urbains contribue à l'augmentation des tensions sociales et économiques dans la ville. Les inégalités d'accès aux services essentiels creusent un fossé entre les différentes couches de la population, générant frustration et méfiance envers les institutions publiques. En l'absence de décentralisation effective et de gestion transparente des ressources, ces tensions risquent de se multiplier,

fragilisant davantage les systèmes urbains de Bukavu. Ainsi, bien que Bukavu reflète des défis caractéristiques des villes en développement, elle illustre aussi l'urgence d'une gouvernance urbaine plus inclusive, transparente et décentralisée, capable de répondre aux réels besoins de la population.

4.2. Dysfonctionnement des services urbains

Les systèmes urbains à Bukavu souffrent de multiples dysfonctionnements, dont une des causes les plus marquantes est l'ingérence politique. Cette ingérence n'est pas seulement le fruit de calculs électoraux, mais aussi une pratique où les acteurs politiques eux-mêmes, ou leurs proches, jouent un rôle direct dans la gestion des systèmes urbains, ceci entraînant alors une perte de sécurité et de fiabilité des services urbains, puisque ces derniers sont fortement influencés par des dynamiques politiques. Notre recherche a montré que le secteur de la santé est un exemple révélateur de ce phénomène, où l'État a délégué la gestion des soins de santé à des acteurs privés et des confessions religieuses. En effet, environ 85 % du secteur est contrôlé par ces acteurs privés, alors que seulement 15 % du secteur reste sous la gestion directe de l'État. L'ingérence politique se manifeste par le soutien des politiciens à des structures de santé informelles qui fonctionnent sans l'approbation de l'Inspection provinciale de la santé, et qui emploient du personnel non qualifié. Ces structures, généralement privées, se trouvent couvertes par l'influence des personnalités politiques en province et à Kinshasa. Ces dernières vont jusqu'à exercer des pressions sur l'Inspection provinciale de la santé pour obtenir l'approbation de ces structures, en dépit de leurs irrégularités, ce qui nuit concrètement à la qualité des soins.

La gestion informelle des pharmacies et des établissements de santé : Le secteur pharmaceutique à Bukavu illustre également l'impact négatif de l'ingérence politique. La majorité des pharmacies de la ville sont gérées par des personnes non qualifiées, vendant des médicaments sans exiger de prescriptions médicales. *De facto*, ces lieux s'apparentent davantage à ce que l'on pourrait qualifier de « boutiques de médicaments » plutôt que d'établissements de santé agréés. Malgré plusieurs tentatives de fermeture de ces établissements non conformes, aucune n'a abouti en raison de l'influence politique dont bénéficient leurs promoteurs. Ce phénomène n'est pas isolé et touche également l'ensemble des autres systèmes urbains de la ville.

Le système judiciaire sous pression : Un autre système où l'ingérence politique sévit est celui de la justice. À Bukavu, comme dans tout le pays, l'indépendance de la justice vis-à-vis du pouvoir exécutif est largement compromise. L'article 151 de la Constitution stipule que le pouvoir exécutif ne peut donner d'injonction au magistrat dans l'exercice de sa fonction, ni entraver le cours de la justice, ni s'opposer à l'exécution d'une décision de justice. Le législateur congolais a ainsi réaffirmé sa volonté de permettre à chaque citoyen de saisir la justice sans craindre que des interférences d'autres pouvoirs ne l'empêchent d'obtenir gain de cause. Néanmoins, cette disposition est loin d'être respectée. À Bukavu, comme dans toutes les villes congolaises, l'intrusion – ou plutôt l'interférence – entre les pouvoirs exécutif et

législatif est devenue la règle, tandis que la séparation des pouvoirs tend à devenir l'exception. Dans la ville de Bukavu, des députés provinciaux et nationaux, des acteurs politiques et des officiers militaires sont en permanence cités dans les affaires de justice, de contournement des règles et d'entrave à la justice. Pour pouvoir conduire dans la ville de Bukavu, il est suffisant d'affirmer que le véhicule appartient à un colonel ou à un acteur politique influent pour justifier l'absence de documents de bord. De nombreux dossiers judiciaires, notamment ceux portant sur la réglementation des personnes, des biens, ainsi que des transactions économiques et sociales, ont souvent été étouffés en raison des interférences d'acteurs politiques. En somme, à Bukavu, le pouvoir judiciaire demeure largement dépendant des pouvoirs législatif et exécutif. La séparation des pouvoirs, pourtant consacrée par la Constitution de 2006, reste largement théorique ; dans les faits, elle est loin d'être effective.

Le système de transport fragilisé : Le fonctionnement du système de transport à Bukavu révèle la présence, en son sein, d'agents publics (police, armée, administration, etc.) qui sont à la fois producteurs d'ordre et de désordre. La méfiance à l'égard de ces agents résulte de certains de leurs agissements : au lieu de rassurer la population, ils sont en réalité complices de tracasseries. Par exemple, plusieurs témoignages de violence, de corruption et de tracasseries dont sont accusés certains éléments de la Police de Circulation Routière à Bukavu ont été rapportés ; conduisant à la radiation de certains agents de cette unité (Cubaka, 2022). Aux comportements inciviques de la police de circulation routière s'ajoute le trafic d'influence exercé par des acteurs puissants, entraînant des abus de toutes sortes. Par exemple, de nombreux véhicules de transport à Bukavu circulent sans disposer des documents de bord requis, alors protégés par des autorités militaires et politiques. On entend souvent des expressions telles que « véhicule du colonel », « véhicule du procureur » ou « véhicule de l'honorable » utilisées comme « mot de passe », permettant alors d'éviter tout contrôle policier. De même, les commerçants qui pratiquent la contrebande bénéficient de la protection de leurs relations politiques à l'échelle provinciale et nationale. Cela engendre une insécurité sur les routes et une perte de recettes fiscales pour les niveaux de gouvernement local, provincial et national. La situation est similaire pour les produits alimentaires importés qui circulent sur les marchés de Bukavu, où la qualité des produits est difficile à garantir en raison de l'indifférence des autorités régulatrices et l'Office Congolais de Contrôle (OCC), chargé de l'inspection des marchandises, semble alors davantage préoccupé par la collecte des taxes que par la vérification de la conformité des produits importés.

Problèmes d'approvisionnement en eau : L'approvisionnement en eau à Bukavu constitue un autre défi majeur. Malgré la présence de la REGIDESO et d'autres sources d'approvisionnement en eau, près des deux tiers de la population n'ont pas accès à l'eau potable. Par ailleurs, des coupures d'eau fréquentes affectent toutes les zones de la ville, y compris les écoles, les universités et les bâtiments administratifs, et les quartiers informels, qui représentent une grande partie de la ville, sont particulièrement touchés, souvent privés d'accès à l'eau. Ces derniers dépendent des sources d'eau gérées par des ONG ou des acteurs privés alors que de nombreux

habitants pauvres achètent de l'eau dans des kiosques informels. Lors des campagnes électorales de 2011, 2018 et 2021, l'accès à l'eau est devenu un enjeu politique majeur, certains candidats installant des bornes-fontaines et des puits dans certains quartiers dans le but de gagner des voix.

Problèmes d'hygiène et de salubrité : Le manque d'accès à l'eau potable contribue également aux problèmes d'hygiène et de salubrité dans la ville. L'usage de l'eau du lac Kivu à des fins domestiques, alors que celui-ci est devenu un déversoir pour les déchets et les matières fécales, demeure une pratique courante. Cela soulève de sérieuses interrogations quant à la sécurité sanitaire. La situation est exacerbée par une urbanisation anarchique, où les quartiers se multiplient sans que les infrastructures de base suivent le rythme de la croissance démographique. Bukavu, qui comptait environ 300 000 habitants dans le plan de développement de 1957, en abrite aujourd'hui plus de 1,3 million, une très forte pression démographique pour une ville qui s'étend sur seulement 60 km². En conséquence, la majorité des parcelles de la ville sont trop petites pour permettre des installations sanitaires de qualité. Cela se traduit par une insuffisance des services de gestion des déchets, les associations de salubrité rencontrant des difficultés d'accès à certains quartiers dépourvus d'infrastructures, ce qui entraîne par ailleurs un faible taux d'abonnement des ménages aux entreprises de collecte, l'absence de routes constituant un véritable obstacle à la circulation des véhicules de collecte.

La gestion des déchets, un échec patent : La gestion des déchets à Bukavu est une autre illustration de l'inefficacité des systèmes urbains. Une étude de l'ONU-Habitat de 2022 montre que la ville produit 898 tonnes de déchets par jour, dont seulement 7 % (62,22 tonnes) sont collectés. Malgré quelques initiatives de la part de la municipalité, des associations locales et des entreprises privées, l'impact reste marginal. Aucune politique claire de gestion des eaux usées n'a été mise en place, ce qui pousse chaque résident à définir sa propre stratégie en fonction de son quartier, de ses revenus et de son accès aux systèmes de drainage. En l'absence d'une politique centralisée, les habitants se débrouillent donc comme ils peuvent, jetant souvent leurs déchets dans les caniveaux, les rues ou même dans le lac Kivu, exacerbant de fait les problèmes sanitaires déjà existants.

Problèmes d'habitat et d'infrastructures : la pression démographique sur la ville de Bukavu au cours des trente dernières années est un facteur majeur de la dégradation de son paysage. La ville commence à perdre de sa beauté et à se dégrader à partir de 1994. C'est le contexte politique sous-régional, et en particulier le génocide rwandais survenu la même année, qui marque le début de la pression sur le paysage urbain, avec l'arrivée de plus de 50 000 réfugiés parmi les 355 000 recensés par le HCR au Sud-Kivu en 1995 (Bradol et Le Pape, 2016), ce qui affecte notamment la capacité des autorités urbaines à couvrir l'ensemble des besoins d'accès aux biens et services. Mais c'est surtout à partir de 1996 que la ville de Bukavu se transforme encore davantage du fait de la combinaison de plusieurs facteurs. Premièrement, la persistance de l'insécurité dans les milieux ruraux entraîne un exode permanent.

Deuxièmement, les opportunités d'affaires qu'offre la ville, notamment grâce à ses connexions avec des pays étrangers tels que la Chine, l'Inde, les Émirats Arabes Unis, la Turquie ou la Tanzanie (Nyenzezi et al., 2021), incitent de nombreux jeunes à venir entreprendre en ville. Troisièmement, au sein et aux environs de Bukavu, les normes d'accès à la terre et celles régissant la construction des habitations sont trop perméables, laissant libre cours à des arrangements quasi-formels et informels entre acteurs. Des gens venant des milieux ruraux ou péri-urbains peuvent se procurer une parcelle et construire sans forcément avoir un titre foncier légal ou une autorisation de bâtir (van Overbeek, 2020). Des constructions à Bukavu sur des terres et sites interdits et/ou inappropriés, que ce soit sur les rives des rivières ou sur les lacs, ou encore sur des pentes raides et des remblais, sont alors légion. Quatrièmement, les conditions de vie dans les périphéries de la ville forcent de nombreux ménages à chercher une parcelle dans la ville (DSCRP, 2010), quel que soit l'endroit, et quelle que soit la dimension, pourvu qu'ils se retrouvent en ville, c'est-à-dire là où ils pensent avoir accès à l'eau, à l'électricité, à la sécurité et autres avantages urbains. Cette pression sur la ville s'est traduite par une forte sollicitation des ressources disponibles. Ainsi, la ville a perdu ses espaces verts (Moeyersons et al., 2004) et voit se développer, de manière durable, le phénomène des constructions anarchiques, exposant les habitants à des dangers permanents, notamment la mort lors des fortes pluies alors susceptibles d'entraîner des glissements de terrain. Pourtant, les études récentes montrent que la population de la ville de Bukavu, estimée à 1.3 millions d'habitants va doubler en 2030 et tripler en 2050 (Muhaya et al. 2022, Muhoza, 2022). Il va de soi qu'en l'absence d'une politique prospective, les systèmes urbains bukaviens risquent de connaître par la suite des dysfonctionnements encore bien plus graves.

Incendies et risques naturels : Bukavu fait face à deux grands problèmes récurrents : les incendies, particulièrement en saison sèche, et les risques naturels liés aux fortes pluies, comme les glissements de terrain et les inondations. En raison de l'urbanisation informelle et du manque de moyens pour lutter contre les incendies, 70 % des zones touchées par ces catastrophes sont inaccessibles aux pompiers. Entre 2019 et 2022, environ 3 820 maisons ont été détruites par des incendies, avec un nombre significatif de décès. Par ailleurs, les fortes précipitations génèrent bien souvent de nombreuses inondations qui entraînent avec elles les déchets non gérés, et qui polluent alors davantage les espaces publics et le lac Kivu. La situation est exacerbée par le manque d'une planification urbaine adéquate et par l'ingérence politique qui bloque les initiatives de gestion intégrée des risques.

Finalement, les dysfonctionnements des services urbains à Bukavu sont le résultat d'une combinaison de facteurs politiques, économiques et sociaux. L'ingérence politique et l'absence de politiques publiques cohérentes exacerbent les problèmes d'infrastructures, d'assainissement, de gestion des déchets et d'approvisionnement en eau. Ces problèmes sont alimentés par une croissance démographique incontrôlée et une urbanisation anarchique, qui compliquent encore la gestion des services urbains. Le manque de coordination entre les différents acteurs urbains, la compromission de

l'indépendance judiciaire et les réseaux informels protégés par la politique rendent difficile toute réforme substantielle et durable du système urbain.

4.3. Conclusion

En conclusion, la ville de Bukavu est loin de fournir des services publics adéquats à ses habitants en raison de l'absence de politiques urbaines adaptées aux défis démographiques actuels. La ville se caractérise par une forte explosion démographique, tandis que les mesures politiques pour garantir de bonnes conditions de vie sont en réalité inexistantes. Le plan urbain colonial n'a pas été révisé. Pire encore, tous les espaces verts, les zones récréatives et la plupart des zones d'intérêt public ont été vendus à des acteurs privés, qui y ont construit des maisons. Au cours des 30 dernières années, les avenues reliant les différents quartiers se sont réduites à de simples chemins, envahis des deux côtés par des maisons, rendant tout déplacement difficile.

L'incapacité des autorités urbaines à gérer les systèmes urbains a entraîné l'émergence d'acteurs non étatiques (ONG, politiciens, leaders locaux) et du secteur privé dans des secteurs tels que l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la sécurité, les transports, etc. Cette multiplication d'acteurs génère confusion et concurrence, sans améliorer le fonctionnement des systèmes urbains. Dans une certaine mesure, les dimensions du political settlement analysées ci-dessus – résultant des rapports de pouvoir entre les élites intermédiaires et les élites urbaines et provinciales – empêchent l'émergence d'un leadership urbain capable de relever les défis actuels. Le clientélisme politique prend le pas sur la responsabilité, ce qui mène à une mauvaise gouvernance et contribue à la dégradation de la ville et de la qualité de vie de ses habitants.

5. Résumé de trois domaines à Bukavu

Après avoir examiné le political settlement et les systèmes urbains, nous nous intéressons à la manière dont ces derniers façonnent certains domaines du développement à Bukavu. Un domaine de développement désigne un champ distinct de discours, de politiques et de pratiques, centré sur un défi complexe et inter-systémique au sein d'une ville, impliquant une diversité d'acteurs (politiques, bureaucratiques, professionnels et populaires) qui collaborent ou rivalisent pour exercer leur autorité. Ces défis relèvent généralement des départements du gouvernement central et/ou local. Les résidents concernés et les groupes de la société civile sont souvent impliqués, ainsi que des experts (qui forment souvent une « communauté épistémique »). Les élites dirigeantes peuvent ou non s'engager, en fonction des opportunités d'accumulation d'actifs, d'extraction de rentes et de succès électoraux, poursuivis à des fins de représentation idéologique et la démonstration des capacités de l'État ou la manipulation des électeurs.

Dans chaque domaine de développement, des idées, des pratiques et des systèmes spécifiques interagissent, pour maintenir ou remodeler la configuration du pouvoir dans

la ville. Pour changer la manière dont les problèmes d'un domaine sont abordés, il est essentiel de comprendre ses acteurs clés et les idées, pratiques et systèmes interconnectés. Dans cette section, nous développons une compréhension approfondie des domaines liés à la terre et à la connectivité, à la sécurité, ainsi qu'à la santé, au bien-être et à la nutrition.

Bukavu, avec une population d'environ 1,3 million d'habitants, fait face à des défis importants liés à la terre, aux infrastructures et aux autres systèmes urbains. La ville est divisée en trois zones : le centre-ville, les quartiers populaires et les quartiers informels, situés sur des pentes, des crêtes et des vallées. L'urbanisation a largement dépassé les prévisions du plan de développement de 1957, entraînant une surpopulation et une utilisation inefficace des terres. Le système de transport est entravé par des routes en mauvais état, tandis que les infrastructures en eau et en énergie restent insuffisantes. Les problèmes de sécurité, notamment la violence urbaine, les groupes armés et un maintien de l'ordre dysfonctionnel, affectent principalement les habitants des zones peu développées. En matière de santé et de nutrition, Bukavu est confrontée à l'insécurité alimentaire, 43 % des foyers n'ayant pas accès à une alimentation saine. Et pour causes, les prix élevés des denrées alimentaires, la faible production locale et des infrastructures inadéquates contribuent à la malnutrition, notamment parmi les populations vulnérables. Bien qu'il y ait eu des efforts de faits pour résoudre ces problèmes, ils demeurent insuffisants et nécessitent une action concertée de l'État et de la société civile.

Les points suivants explorent ces défis dans les trois domaines étudiés : 1) la terre et la connectivité, 2) la sécurité et la sûreté 3) la santé, le bien-être et la nutrition.

5.1. La terre et la connectivité

Le territoire de Bukavu est divisé en trois types de terrains – les pentes, les plateaux sommets et les vallées, créant ainsi une structure en trois zones – le centre-ville, les quartiers populaires et les quartiers informels. Aujourd'hui, Bukavu compte environ 1,3 million d'habitants, bien au-delà des 300 000 prévus dans le plan de développement de 1957. Cette croissance, largement alimentée par l'exode rural des 30 dernières années, a entraîné une demande accrue de logements et de terres, tandis que la ville reste confinée dans une superficie de seulement 60 km² (Musobwa et al., 2022). La pression sur les terres disponibles a conduit à la fragmentation des parcelles dans le centre-ville et en périphérie, avec des habitants des zones rurales occupant des terrains non adaptés à la construction. En réponse à l'explosion démographique, les autorités ont subdivisé de nouveaux quartiers, mais cette expansion n'a pas été suivie par le développement adéquat des infrastructures, résultant en un paysage urbain désordonné (Hoffman et al., 2019). La demande de terres a mis une pression sur les espaces publics, notamment autour des rives du lac (Alinirhu et Karhakubwa, 2019) et des espaces verts dans le centre-ville et les périphéries. En raison de l'absence de mesures administratives claires pour l'expansion urbaine, certains acteurs ont acquis des terres dans les zones rurales proches de Bukavu, notamment le long des axes

Mudaka-Katana et Nyantende-Nyangezi, qui émergent alors comme de nouvelles zones dédiées au développement urbain.

Bukavu est connectée au reste du monde par des voies terrestres, lacustres, aériennes et numériques. Trois routes nationales relient la ville aux provinces voisines, bien que leur mauvais état limite considérablement le transport des biens et des personnes. Les échanges économiques se font principalement avec les pays voisins, comme le Rwanda et le Burundi. Le transport lacustre, en particulier entre Bukavu et Goma, est fluide, avec un flux quotidien d'environ 5 000 passagers. Bukavu bénéficie également des aéroports nationaux de Kavumu et Goma, ainsi que des aéroports étrangers de Kamembe, Kigali et Bujumbura. La connectivité numérique est assurée par quatre entreprises de télécommunications : Airtel, Vodacom, Orange et Africell.

En interne, Bukavu dispose d'un réseau routier de 95 km, avec une densité de 0,6 km de route par km². Les routes principales totalisent 26 km, tandis que les rues secondaires représentent 69 km, mais les communes sont inégalement reliées. Cette carence en routes reflète l'incapacité de la ville à s'adapter à la croissance démographique et à l'expansion urbaine. Le tableau ci-dessous illustre les liens routiers entre les différents quartiers de la ville.

Tableau 1: Les routes dans la ville de Bukavu

Types	Nombre de Km de routes asphaltées			Nombre de Km de routes non asphaltées			Total
	Ibanda	Kadutu	Bagira	Ibanda	Kadutu	Bagira	
Routes principales	10	5	8	0	0	0	26
Routes secondaires	11	10	9	12	10	20	69
Total	21	15	17	12	10	20	95

Source: Mairie de Bukavu.

En plus du nombre réduit de routes secondaires, compte tenu de l'urbanisation croissante en termes de population et de morphologie, la plupart des routes secondaires sont dans un état avancé de dégradation, ce qui limite la circulation des véhicules, motos et tricycles présents en grand nombre dans la ville.

Les marchés fonciers et immobiliers de Bukavu comprennent le logement, les terrains non aménagés et les bâtiments. Le loyer mensuel d'un appartement de trois chambres varie de 50 USD à 1 500 USD. Les prix des terrains non aménagés fluctuent entre 1 000 USD et 250 000 USD, tandis que les maisons sont vendues entre 1 000 USD et 400 000 USD. La localisation et la connectivité expliquent cette large disparité des prix. La demande de logements et de nouveaux terrains, couplée au recyclage du capital provenant de secteurs prospères tels que l'exploitation minière et le commerce, explique la surchauffe des marchés fonciers et immobiliers.

L'économie politique de la terre à Bukavu révèle que plusieurs institutions publiques régulent les marchés fonciers et immobiliers et assurent la connectivité de la ville, mais leurs rôles sont souvent confus et se chevauchent, contribuant ainsi aux conflits. En principe, les taxes et droits fixés par l'État pour capter cette valeur sont perçus par deux autorités financières : la Direction générale des recettes administratives et domaniales (DGRAD) et la Direction provinciale de mobilisation des recettes (DPMR). Elles couvrent les impôts fonciers, les revenus locatifs et les actes administratifs. Les impôts fonciers collectés par la DGRAD et la DPMR rapportent en moyenne moins de 200 000 USD par mois, malgré des prévisions budgétaires plus élevées. Cette faible performance peut s'expliquer par une évasion fiscale structurelle en République Démocratique du Congo, où les agents de l'État collaborent avec les contribuables pour minimiser les droits dus. De plus, plusieurs institutions publiques sont impliquées dans la régulation du marché immobilier et la gestion de la connectivité de la ville : les Titres fonciers, les Infrastructures et Travaux publics, l'Aménagement du territoire, le Logement, les Transports et les Communications. Toutefois, les agents de l'administration foncière tels que les bourgmestres et les chefs de quartier jouent un rôle informel dans l'accès à la terre, la délivrance des titres fonciers et la gestion des conflits, reflétant ainsi la nature hybride de la gouvernance foncière. Les courtiers immobiliers, bien qu'informels, facilitent les transactions et diffusent des informations, contribuant à réguler les marchés.

La terre à Bukavu a également une fonction politique, augmentant la visibilité et le prestige des acteurs politiques. Les entrepreneurs politiques les plus influents sont souvent de grands propriétaires fonciers et immobiliers, abusant parfois de leur position pour accaparer des terres. Les abus de pouvoir liés à la terre peuvent provoquer des disputes politiques, comme ce fut le cas avec une concession acquise par l'ex-président de la République, Joseph Kabilé, sur la périphérie nord de la ville (Thill et Muzalia, 2022). La terre est également une source d'enrichissement illégal pour les acteurs politiques. Depuis les rébellions de 1996 et 1998, la plupart des gouverneurs provinciaux successifs, en collusion avec l'administration foncière, ont morcelé et vendu illégalement des terres publiques et privées de l'État à Bukavu. Cette pratique est à l'origine de conflits politiques entre l'exécutif provincial et le parlement provincial d'une part, et les observations et dénonciations de la société civile d'autre part. Les missions de contrôle menées par le gouvernement central et l'administration centrale n'ont pas permis d'arrêter ces actes. Les abus de pouvoir dans la gouvernance foncière sont largement désapprouvés par l'opinion publique et donnent lieu à des protestations populaires (Mudinga, 2021).

L'analyse du système de tenure foncière révèle au moins quatre groupes d'acteurs en interaction. Ces acteurs évoluent entre les secteurs formels et informels dans un équilibre de pouvoir inégal. Leur nature et leurs rôles sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Cartographie d'acteurs exerçant un certain contrôle sur le foncier à Bukavu

Contrôleurs majeurs formels	Contrôleurs majeurs informels
Ministères, secrétaires généraux, gouverneur de Province, Administration foncière ; Cours et tribunaux. Octroi des terres et entérinement des droits fonciers, établissement des titres immobiliers, règlement des conflits, prélèvement des impôts et taxes, perception des commissions sur les transactions en collaboration avec les contrôleurs informels.	Les grands propriétaires fonciers, les notables de la ville, les grands courtiers et spéculateurs immobiliers. Accaparement des terres, investissements immobiliers, création d'une asymétrie de l'information sur le marché foncier, alliance avec les contrôleurs formels, prélèvement des commissions sur les grandes transactions.
Contrôleurs mineurs formels	Contrôleurs mineurs informels
Administration territoriale et chefs coutumiers, agents de l'administration, petits propriétaires enregistrés. Vente des terres non-enregistrées ; résolution des conflits mineurs, opérations techniques sur le terrain	Petits propriétaires non enregistrés, paysans, locataires, petits commissionnaires. Négociations avec les contrôleurs majeurs, bricolage institutionnel pour l'accès à la terre et la sécurisation des droits (titres informels), contestations des accaparements des terres agricoles de la zone péri-urbaine.

La gouvernance foncière de la ville repose sur des règles formelles contenues dans les lois, dont l'application, cependant, est régie par les régulations politiques en vigueur. L'administration foncière, sous la pression des autorités en place, déroge parfois aux règles et procédures d'accès à la terre et prend des décisions qui sont ensuite ratifiées par les juges et les tribunaux. Ce conditionnement politique de l'administration foncière et de la justice crée un contexte propice à l'accaparement des terres ou au déclassement irrégulier du domaine public de l'État au profit de l'élite. Lorsque la justice n'est pas suffisante pour résoudre les conflits fonciers qui en découlent, les parties concernées activent généralement des arrangements contractuels pour les désamorcer.

Les dynamiques de la propriété foncière à Bukavu remettent en question un certain nombre d'idées paradigmatisques. Premièrement, l'État, en tant que propriétaire absolu des terres en vertu de la loi, n'est pas à l'abri de l'accaparement des terres, car celles-ci sont également prisées par des particuliers utilisant différentes stratégies et collaborant avec des agents de l'État. Deuxièmement, l'expansion spontanée de la ville réintroduit les chefs coutumiers dans l'administration foncière urbaine, d'où ils avaient été auparavant exclus, soulevant ainsi la question de la gouvernance hybride. Dans les zones rurales sous administration traditionnelle, les chefs coutumiers et les grands propriétaires fonciers, par le biais de transactions financières, créent de nouveaux terrains urbains sans mesures préalables d'urbanisme. Enfin, bien que l'impôt foncier

soit une source importante de financement pour le développement urbain, son potentiel peut être anéanti par un système fiscal inapproprié.

La surpopulation dans les quartiers populaires est due à la fragmentation excessive des parcelles résidentielles. Les ménages à faibles revenus sont vulnérables à la hausse des prix des terrains et des loyers. Plus de 50 % de la population vit sur des sites inappropriés à la construction, exposés aux risques de subsidence, d'érosion ou d'inondation. L'insécurité foncière prévaut dans les quartiers où la gouvernance foncière est hybride, combinant l'administration foncière et l'autorité coutumière. Les conflits individuels, collectifs et interinstitutionnels sont liés à l'accaparement des terres. La capture abusive et la mauvaise gestion des revenus fonciers empêchent leur utilisation pour le développement de la ville. Les routes sont bloquées ou inexistantes dans certaines zones en raison d'installations irrégulières. Enfin, l'isolement de la ville est causé par un manque d'entretien des routes nationales et agricoles.

En résumé, l'analyse des dynamiques foncières met en évidence neuf grands défis que la ville doit surmonter si elle veut se développer : le logement surpeuplé dans les quartiers populaires, résultant de la fragmentation excessive des parcelles résidentielles ; la vulnérabilité des ménages à faibles revenus face à la hausse des prix des terrains et des loyers ; plus de 60 % de la population vivant sur des sites inappropriés à la construction, exposés aux risques de subsidence, d'érosion ou d'inondation ; l'insécurité foncière dans les quartiers où la gouvernance foncière hybride prévaut (ingérence de l'administration foncière et de l'autorité coutumière) ; les conflits individuels, collectifs et interinstitutionnels liés à l'accaparement des terres ; la capture abusive et la mauvaise gestion des revenus fonciers qui devraient financer le développement de la ville ; l'obstruction ou l'inexistence de routes dans certains quartiers soumis à une occupation irrégulière ; l'isolement de la ville dû à un mauvais entretien des routes nationales et agricoles.

Ces dernières années, les politiques urbaines en République Démocratique du Congo ont encouragé l'expansion des villes en réponse à la croissance des populations urbaines. La nécessité d'étendre la ville de Bukavu a été exprimée et débattue tant dans la société civile que dans les sphères politiques locales et internationales. Pour atténuer les effets négatifs de la croissance urbaine sur le secteur foncier, plusieurs initiatives ont été prises par le gouvernement et la société civile. Celles-ci incluent l'identification des sites à risque et l'interdiction de nouvelles constructions, les lotissements privés à la périphérie de la ville, les partenariats public-privé pour la reconstruction du logement des fonctionnaires et la collecte des déchets ménagers, ainsi que la mise en place d'une commission pour régler les conflits coutumiers. Des réformes sont aussi prévues pour améliorer la gouvernance foncière et sa contribution au développement régional. Celles-ci incluent la promotion de l'attribution de titres fonciers aux personnes ayant une tenure foncière précaire, la réhabilitation des espaces publics et l'aménagement de l'extension de la ville vers les périphéries. Cela inclut la construction de logements sociaux et la relocation des personnes vivant sur des sites à haut risque. Une commission conjointe devrait être mise en place pour

résoudre les conflits fonciers, et les établissements informels devraient être gérés après coup. Le traitement et le recyclage des déchets sont également prévus, ainsi que des partenariats public-privé pour la réhabilitation des routes nationales.

Ces initiatives et réformes visent à structurer un développement urbain plus durable et résilient pour Bukavu, répondant à la fois aux besoins immédiats de la population et aux exigences de gouvernance et de planification à long terme. La collaboration entre le gouvernement et la société civile est essentielle pour surmonter les défis et promouvoir un développement inclusif et durable.

5.2. Sécurité et sûreté

La ville de Bukavu connaît une insécurité urbaine depuis plusieurs années, liée à une variété de facteurs. Les formes actuelles d'insécurité s'expliquent en grande partie par l'afflux de réfugiés rwandais après le génocide de 1994, la surpopulation de la ville suite à l'exode rural, la persistance de groupes armés locaux et étrangers dans les zones périphériques, l'émergence de groupes de sécurité locaux informels, l'augmentation du nombre d'enfants et d'adolescents vivant dans la rue, l'inadéquation des salaires et les dysfonctionnements multiples au sein des forces de défense et de sécurité ainsi que la construction anarchique.

L'insécurité se manifeste généralement sous forme de criminalité urbaine, notamment par des vols, des viols, des cambriolages, des braquages, de l'extorsion de biens, des incendies de maisons, des meurtres, des enlèvements, en particulier d'enfants, et des tortures nocturnes. Les quartiers les plus affectés par l'insécurité et la mauvaise protection sont les zones surpeuplées et sous-développées des trois communes de la ville de Bukavu : Nkafu, Cimpunda, Panzi, Irambo, Crédit, Mulambula, Brasserie, Buholo-Kasha, Nyamugo, Nyakavogo, etc. Les lieux publics, en particulier les marchés (Kadutu, Nywara), les parkings (Essence, Place de l'indépendance, Carrefour), les grandes places publiques (feux de signalisation, Place de l'indépendance, Nyawera), ainsi que les zones autour des salles de village et des bâtiments publics sont aussi des zones permanentes ou temporaires d'insécurité dans la ville de Bukavu. Selon les statistiques d'une organisation locale de défense des droits humains, citées par un rapport de Rift Valley Institute (Thill et al., 2019), Bukavu a été le théâtre de 118 meurtres, 368 cambriolages, 24 enlèvements et 14 cas de justice populaire en 2018 seulement. Par exemple, en octobre 2023, une lettre d'information de SAJESEK - FORCES VIVES a fait état de 22 meurtres dans le Sud-Kivu, dont 5 dans la ville de Bukavu. Quelques mois plus tôt, une organisation citoyenne, la Nouvelle Dynamique de la Société Civile (NDCCI), avait dénoncé des cas d'insécurité et de manque de protection dans la ville de Bukavu dans sa déclaration du 21 août 2023, sous forme d'accusations de sorcellerie contre des enfants, de meurtres, d'enlèvements, de rapt et d'extorsion d'argent, de téléphones et d'autres biens par des bandits et des membres de gangs.

Plusieurs éléments contribuent à l'insécurité et à l'absence de sûreté à Bukavu. Parmi ceux-ci, on trouve des facteurs sociaux tels que la présence continue de groupes

armés et de conflits locaux, des taux de chômage élevés, la migration rurale, la montée du phénomène des enfants de la rue, le fonctionnement des maisons closes, et l'usage généralisé de l'alcool et des drogues. De plus, la dépendance à la justice populaire et l'échec des programmes de démobilisation et de réintégration des anciens combattants ou des enfants soldats aggravent encore la situation.

Ensuite, il existe d'autres facteurs d'insécurité tels que l'insuffisance du personnel policier et des commissariats, le manque d'équipement et le faible niveau de compétence criminelle au sein des forces de police, la légitimation des groupes de sécurité urbains informels et la sécurisation insuffisante des postes frontaliers avec le Rwanda. Ce sont des facteurs structurels qui limitent la capacité à garantir la sécurité de Bukavu, une ville en proie à la criminalité et à la violence. L'insécurité est devenue un moyen pour les masses pauvres, notamment les jeunes, ainsi que pour certains éléments au sein des forces de sécurité confrontés à des pénuries de ressources, d'accéder à celles qui sont nécessaires à leur survie.

Enfin, les facteurs territoriaux sont en relation systémique avec d'autres domaines et systèmes urbains, notamment l'aménagement du territoire et la connectivité, les systèmes d'eau et d'électricité, ainsi que le système de santé. Ces facteurs incluent la construction anarchique, le manque d'avenues aménagées et éclairées, la détérioration des réseaux de distribution d'eau et d'électricité, et les conflits fonciers. Les avenues non éclairées exposent les habitants à l'extorsion, aux agressions ou à la torture par des bandits. La pénurie d'eau à Bukavu est à l'origine de nombreuses maladies, de décès, de violences et d'enlèvements. Les conflits fonciers, phénomène répandu à Bukavu, sont mal régulés, entraînant violences et insécurité au sein de la population. À ce sujet, dans le cas du Nigéria, Oluwakemi Okenyodo (2016) note que l'incapacité des institutions gouvernementales à modérer et résoudre les conflits de propriété foncière et à fournir des services constitue l'un des principaux facteurs de la violence urbaine. Cela conduit à la création de milices privées et à l'imposition de la justice de rue, où divers groupes cherchent à s'imposer et à protéger leurs intérêts personnels.

L'insécurité est produite par une variété d'acteurs opérant isolément ou en collusion, selon leurs propres intérêts : membres des forces de l'ordre, enfants des rues, gangs, associations de sécurité locales informelles, toxicomanes et autres jeunes et adolescents en rupture familiale.

Les éléments des forces de l'ordre et de sécurité (Forces armées de la République Démocratique du Congo, Police nationale congolaise) sont des individus échappant au contrôle des structures de sécurité, agissant seuls ou en collaboration avec des gangs et des associations informelles de jeunes. Selon Thill (2021), les marchés et les centres de transport, par exemple, attirent une variété de petits voyous. Cela inclut les pickpockets, appelés « deux doigts » ou « *misapistes* » (du mot lingala « *misapi* » signifiant « doigts ») et les « *shamuleurs* » (du mot Mashi « *kushamula* » signifiant « prendre par la force »), qui volent des sacs à main, des téléphones et de l'argent à leurs victimes. Beaucoup d'entre eux sont des « *maibobo* » (enfants des rues). Hormis

quelques éléments incontrôlés, l'Armée et la Police ne sont pas les principaux vecteurs d'insécurité. Celle-ci est davantage alimentée par les gangs, les associations locales informelles de sécurité composées de jeunes (telles que Pomba Solution, Popo Solution, etc), les enfants des rues et d'autres jeunes en situation d'oisiveté. Ces acteurs non étatiques opèrent en collaboration ou de manière isolée, parfois en connivence avec quelques éléments indisciplinés de l'armée et de la police nationales. En l'absence d'une politique de ciblage et de soutien des autorités publiques, et sans solidarité communautaire soutenue liée à la transformation des repères éthiques et culturels, cette dynamique mène à une rupture des liens sociaux et à l'exclusion des sections les plus défavorisées de la société ; cet état de fait pousse ainsi certains individus vers la violence et la délinquance juvénile, voire sénile (Sudi, 2015).

La présence de tous ces producteurs d'insécurité rend la ville de Bukavu moins sûre, notamment la nuit. Les statistiques sur les meurtres, les vols et l'extorsion, les viols et les violences faites aux femmes, et les enlèvements – fournies par diverses organisations internationales et la société civile locale montrent clairement que la ville de Bukavu est un lieu d'insécurité faiblement protégé.

Cependant, l'État, à travers ses services techniques et ses agences de sécurité et de maintien de l'ordre ainsi qu'à travers son système judiciaire, déploie ses efforts pour réduire l'insécurité et garantir la protection des personnes et de leurs biens, même si les résultats demeurent insuffisants. En effet, la sécurité est l'une des missions régaliennes de l'État. Ce rôle est partagé entre les différents niveaux de la hiérarchie étatique. Les éléments des forces armées sont commandés et coordonnés au niveau de la région militaire, c'est-à-dire du commandement provincial, tandis que la police agit à différents niveaux : province, ville, commune et quartier. La police est déployée dans les districts de Bukavu. Dans certaines zones, il existe une unité de police dite « police locale » dont la stratégie vise, pour des interventions urgentes en cas d'insécurité, à rapprocher les policiers de la population. La mise en œuvre de cette stratégie a été soutenue par des efforts de coopération pour la sécurité urbaine en RDC. En plus de sa présence permanente aux postes de sécurité de la ville, la police mène ponctuellement des opérations de bouclage et de fouille afin de vérifier si des civils détiennent des armes ou des munitions, et d'identifier des individus suspects dans certaines zones. Les autorités policières, la société civile et les habitants de la ville reconnaissent que le nombre de policiers nécessaires pour assurer la sécurité est insuffisant. De plus, la police est sous-équipée et moins professionnelle pour traiter la multitude de cas et les formes avancées de criminalité à Bukavu.

Le système judiciaire, y compris la police, est l'organe répressif qui contribue à réduire l'insécurité en imposant diverses peines aux criminels appréhendés par les forces de sécurité et de maintien de l'ordre, et ce, pour des infractions établies telles que le vol, l'enlèvement, le viol et le meurtre. Cependant, de nombreux criminels ne sont pas appréhendés, tandis que d'autres sont relâchés sans purger leurs peines, ou parviennent même à s'évader des prisons et cachots. Le système judiciaire est souvent critiqué par la société civile locale et le public en général pour sa

complaisance ou sa complicité dans les cas de libération anticipée ou d'évasion des prisonniers. L'appareil répressif de l'État peine à jouer un rôle véritablement efficace dans la lutte contre l'insécurité à Bukavu. À ce sujet, Robert Muggah (2012) note que dans de nombreux États fragiles, les systèmes servant l'ordre public, de la police aux systèmes judiciaires, pénitentiaires et autres formes de maintien de l'ordre, sont dysfonctionnels et considérés comme illégitimes par les citoyens qu'ils sont censés servir. En conséquence, les disparités dans la capacité à fournir des services de sécurité de base responsables sont un facteur clé de la formation de la violence urbaine.

Cependant, dans certains cas, les associations de sécurité locales ont en partie supplié les forces de sécurité en assurant la sécurité et la protection des habitants de certaines zones de la ville de Bukavu. Le succès de ces associations dépend de leur légitimité, d'une petite zone géographique, du soutien matériel et financier des habitants locaux et d'un leadership efficace. Ces exemples exceptionnels peuvent être observés dans les avenues Plateau et Lac à Nguba et dans l'avenue Buholo IV de la commune de Kadutu. La société civile joue un rôle plus important dans l'alerte et la dénonciation des cas d'insécurité et de manque de protection. Pour ce faire, elle utilise diverses stratégies et moyens, notamment les médias ; les pétitions ; les lettres de dénonciation adressées aux autorités nationales, provinciales, urbaines et communales ; le suivi des cas d'insécurité ; les manifestations ; etc. L'action citoyenne de la société civile influence considérablement les autorités à différents niveaux pour améliorer le niveau de sécurité et de protection dans la ville de Bukavu.

Plusieurs défis limitent les efforts des autorités urbaines et de la société civile pour garantir un haut niveau de sécurité et de protection : des défis structurels, économiques, territoriaux et sociaux. Les défis structurels sont des problèmes organisationnels dans les services de sécurité et de défense, notamment la pénurie de personnel militaire et policier, le faible niveau de professionnalisme de la police, l'inadéquation des salaires attribués aux militaires et policiers, le manque d'équipement de la police, l'instrumentalisation des services de sécurité pour des intérêts privés, etc. Les défis actuels incluent la présence de groupes armés locaux et étrangers dans les zones rurales (Kabare, Walungu, Plaine de la Ruzizi, Uvira, etc) et les zones périurbaines de Bukavu. Ces zones sont des foyers d'où proviennent des malfrats qui accentuent l'insécurité dans la ville de Bukavu. Les défis territoriaux incluent l'urbanisation croissante (croissance démographique), l'insuffisance de l'éclairage public dans les artères principales de la ville, le manque de trottoirs et de routes dans les avenues, et l'urbanisation non maîtrisée dans des zones inadaptées à la construction et difficilement accessibles. Enfin, les défis sociaux concernent des problématiques de pathologies sociales urbaines telles que l'augmentation du nombre d'enfants des rues et de personnes oisives, des maisons de vente d'alcools forts et de drogues, des maisons de prostitution, etc.

La sécurité et la sûreté sont des critères de stabilité et de viabilité pour une ville. Au contraire, l'insécurité permanente fragilise les conditions de vie des populations

urbaines. Selon Commins (2015), environ 40 % des Africains vivant en milieu urbain expriment un sentiment d'insécurité lorsqu'ils se déplacent dans leur quartier. Bukavu compte parmi les villes africaines où la population vit dans une insécurité à la fois psychologique et physique quasi permanente.

Le domaine de la sécurité est lié à d'autres secteurs et sous-systèmes urbains tels que l'eau, l'électricité, l'environnement, etc. Les réponses institutionnelles aux nombreux défis sécuritaires n'ont pas permis de garantir la protection des habitants de Bukavu. Les réformes et solutions spécifiques aux principaux défis de sécurité et de protection à Bukavu sont des priorités de gouvernance. Cependant, d'importantes réformes n'ont pas été lancées, malgré la nécessité urgente d'agir pour garantir la sécurité à Bukavu. En effet, la réforme des services de sécurité fait partie des stratégies de reconstruction des États post-conflit. Au niveau structurel global, les réformes des services de sécurité, en particulier l'armée et la police, se limitent à la production de textes législatifs, mais les problèmes structurels demeurent. Il n'existe donc pas de réformes concrètes pour apporter des solutions durables aux problèmes de sécurité et de protection dans la ville de Bukavu en particulier.

Ceci dit, les autorités de Bukavu ont introduit un certain nombre de mesures pour réduire le niveau de criminalité dans la ville. Celles-ci incluent la mise en place de postes de police locaux dans chaque commune, la formation des policiers dans divers domaines, la création d'une police des frontières, et la démolition de certains bâtiments sur les grandes artères. D'autres actions incluent la traque des enfants des rues et des toxicomanes, la tenue de réunions de sécurité au niveau de la ville, de la commune et du quartier, ainsi que la collaboration entre les autorités urbaines et la société civile sur les questions de sécurité. De plus, les principales artères de la ville sont progressivement éclairées.

Le manque de sécurité permanent dans la ville de Bukavu est à l'origine des protestations et des dénonciations de la part de la société civile et des mouvements citoyens dans la ville. Dans une large mesure, les habitants expriment leur insatisfaction quant à leur manque de protection par la ville. Les manifestations de la population et les dénonciations de la société civile et des mouvements citoyens sont récurrentes, allant même jusqu'à défier le pouvoir des autorités urbaines et provinciales.

En somme, la sécurité et la sûreté dans la ville de Bukavu demeurent un domaine de fonctionnalité urbaine avec de multiples défis. Les habitants sont exposés à une insécurité psychologique et physique permanente qui affecte leur qualité de vie, en raison de la mauvaise gouvernance de la sécurité par les autorités urbaines, la police, l'armée et les autres services de sécurité.

5.3. Santé, bien-être et nutrition

La dégradation continue des chaînes d'approvisionnement alimentaire menace la capacité des habitants de Bukavu à accéder à une alimentation saine, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les enfants, les femmes enceintes et allaitantes,

les déplacés, les personnes vivant avec des handicaps et le VIH/SIDA, et les personnes âgées sans soutien (Vwima et al., 2022). Des enquêtes récentes montrent que 43 % des ménages de la ville sont en situation d'insécurité alimentaire, principalement dans la commune d'Ibanda, ce qui signifie que de nombreuses familles vivent dans la pauvreté et ne peuvent pas se permettre une alimentation suffisante et saine.

Les produits de base à Bukavu, tels que le manioc, les bananes, le maïs et les haricots, coûtent entre 0,5 USD et 0,75 USD par kilogramme. La demande de ces produits n'est pas satisfaite par la production locale, nécessitant des importations, notamment de la farine de manioc en provenance du Rwanda et du Nord-Kivu. Des secteurs potentiels tels que le riz, la pêche et l'élevage n'ont pas été développés en raison de l'insécurité et des conflits. D'autres défis incluent la mauvaise qualité des routes, les coûts élevés du transport et des intrants agricoles, ainsi que la concurrence des produits étrangers (Vwima et Rushigira, 2020). La dépendance de Bukavu au Nord-Kivu pour l'approvisionnement alimentaire a été perturbée par les récents affrontements entre l'armée congolaise et les rebelles du M23, entraînant des pénuries. La fermeture des frontières avec le Rwanda a exacerbé la situation, entravant le mouvement des commerçants. La guerre en Ukraine a également contribué à l'augmentation des prix des produits importés. Le poisson est vendu aux détaillants par des commerçants qui stockent des produits importés de Chine et d'Ouganda dans des camions frigorifiques. Cette pratique nuit à la pêche locale, le poisson importé étant plus abordable en termes de prix (Ndabarushimana et Mwenyemali, 2021).

De plus, l'accès limité à une alimentation de qualité entraîne une consommation accrue d'aliments hautement transformés, riches en graisses et en sucres, ce qui augmente la prévalence des maladies non transmissibles telles que l'obésité, l'hypertension et le diabète (Mwene-Batu et al., 2021). Pour que l'approvisionnement alimentaire local devienne rentable et durable, une synergie d'efforts est nécessaire pour surmonter ces nombreux obstacles. Les politiciens promettent d'améliorer la sécurité alimentaire en investissant dans la recherche et le développement, en améliorant l'accès à l'eau et à l'irrigation, et en promouvant des pratiques agricoles adaptées au climat. En octobre 2019, le Chef de l'État a promis de développer des chaînes de valeurs alimentaires durables lors de l'inauguration de la station de recherche agricole IITA/Kalambo. Cependant, malgré cette promesse, les actions gouvernementales ne priorisent pas toujours l'alimentation saine, et de nombreux consommateurs et opérateurs économiques ne reconnaissent pas leur rôle dans cette promotion.

Cependant, certains efforts locaux sont reconnus, tels que ceux du président du Sénat congolais pour fournir de l'eau potable et des membres du parlement qui soutiennent les agriculteurs. Les promesses et projets sociaux en matière de santé et de nutrition et les programmes de nutrition, visent à légitimer les gouvernements et à donner de l'espoir à la population. L'objectif du gouverneur est d'éradiquer la faim et d'améliorer la nutrition d'ici 2030, avec des initiatives pour promouvoir des habitudes alimentaires

saines, ouvrir des écoles techniques et soutenir la commercialisation des produits des femmes. Le gouvernement s'engage également à mettre fin à toutes les formes de malnutrition et à assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire, tout en doublant la productivité agricole et les revenus des petits producteurs d'ici 2030, avec un accent particulier sur l'égalité des sexes et l'inclusion des groupes vulnérables.

Il existe plusieurs raisons de l'échec de la fragmentation du domaine de la santé, du bien-être et de la nutrition, ainsi que des externalités. Les grandes plantations et concessions agricoles de la province du Sud-Kivu sont détenues par des politiciens, des opérateurs économiques et parfois des officiers de l'armée, qui utilisent le métayage pour influencer les choix électoraux des petits agriculteurs. Bien que ces concessions produisaient beaucoup de nourriture, elles ne sont plus correctement exploitées par leurs nouveaux propriétaires. Les promesses électorales des gouverneurs, qui se concentrent sur le bien-être, la santé et la nutrition, ne se traduisent souvent pas par des actions concrètes. Par exemple, lors des élections de 2011, certains candidats ont ouvert des restaurants publics gratuits, un geste superficiel qui ne s'attaque pas aux causes profondes de la malnutrition. Les politiques municipales et nationales ont une influence importante sur la nutrition des populations. Pour améliorer la santé et la nutrition, les dirigeants doivent prendre des mesures concrètes, investir dans l'agriculture durable, améliorer l'accès à l'eau potable et renforcer le système de santé. Cela nécessitera une vision claire accompagnée de mesures de soutien de la part du gouvernement et d'une volonté politique pour y parvenir.

La ville de Bukavu a été marquée par des conflits armés, des déplacements de population et un manque de coordination entre les acteurs de l'alimentation, de la santé et de la nutrition. Ces facteurs ont entravé les progrès contre la malnutrition, qui est endémique depuis 1960. Le manque de coordination et de prévention, comme l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, a conduit à la mise en place de mesures principalement curatives. Le gouvernement provincial a identifié les conflits armés, l'accès limité aux soins de santé et aux terres agricoles, ainsi que la nutrition inadéquate comme les principales causes de la malnutrition. En octobre 2021, un comité multisectoriel a été mis en place pour traiter ces déterminants et réduire la malnutrition chez les enfants de 0 à 23 mois.

Plusieurs facteurs permettent à la population de Bukavu d'adopter des régimes alimentaires sains. Les interventions étatiques et non étatiques jouent un rôle crucial, même si elles sont principalement soutenues par des partenaires internationaux. Ces interventions se concentrent sur la prévention, le traitement et la promotion de la nutrition par une approche multisectorielle incluant la santé, l'éducation, l'agriculture, ainsi que les secteurs privé et public. Cependant, la plupart des habitants ignorent l'existence de ces initiatives. De plus, certains ménages cultivent leur propre nourriture, notamment dans les zones reculées, bien que cette production soit souvent insuffisante.

Cependant, plusieurs facteurs limitent l'adoption d'une alimentation saine. Le coût élevé des aliments sains est un obstacle majeur, les fruits et légumes étant souvent plus chers que les aliments transformés. Beaucoup de personnes manquent également de connaissances sur le sujet, ce qui les empêche de faire des choix nutritionnels appropriés. Le manque de temps pour préparer des repas sains est un autre facteur limitant, particulièrement pour ceux qui travaillent de longues heures. De plus, certaines personnes ne disposent pas des ressources nécessaires, qu'elles soient financières ou matérielles (par exemple, des installations de cuisson ou de l'eau potable). L'absence de réfrigération dans les quartiers informels complique également la conservation des aliments, entraînant leur détérioration et la perte de nutriments.

Pour surmonter ces défis, il est crucial d'améliorer l'éducation nutritionnelle, de rendre les aliments sains plus abordables et de fournir les infrastructures nécessaires, telles que l'accès à l'eau potable et des installations de réfrigération. Des efforts concertés des gouvernements et des partenaires non étatiques sont nécessaires pour promouvoir des habitudes alimentaires saines et durables. Les églises, universités, écoles et groupes socio-économiques sont des acteurs clés qui pourraient contribuer à sensibiliser la population.

La population urbaine de Bukavu fait face à de nombreux problèmes de santé. La malnutrition chez les enfants (de moins de 5 ans) ainsi que chez les femmes enceintes et allaitantes est un grave problème de santé publique. Une enquête récente a montré une prévalence globale de malnutrition sévère de 2,4 % (sur la base du ratio poids/taille) ou 5,3 % (périmètre brachial) ; 0,1 % d'œdème de malnutrition ; une prévalence de retard de croissance de 42,2 % ; et une prévalence de faible poids de 13,4 % chez les enfants âgés de 6 à 59 mois à Bukavu (PRONANUT, 2023). La même enquête a montré que 6,5 % des femmes enceintes et allaitantes souffraient de malnutrition à Bukavu. Le taux de malnutrition varie d'une commune à l'autre.

Outre cette sous-alimentation, il existe également une suralimentation qui coexiste avec la présence de maladies non transmissibles (MNT) à Bukavu, telles que l'hypertension, les maladies cardiovasculaires, le diabète et l'obésité. Katchunga et al. (2016) montrent que la prévalence du diabète est de 5 % à Bukavu. La coexistence de la malnutrition et du diabète représente un problème de santé publique et complique la gestion de ces deux maladies. La population ignore souvent le lien entre malnutrition et MNT, ce qui rend plus difficile la gestion des maladies (WFP, 2008), comme c'est le cas à Bukavu. D'autres maladies liées à la nutrition comprennent l'hypertension, l'élévation du LDL-C (cholestérol à faible densité) et de l'hypertriglycéridémie (hyperTG) ainsi que le surpoids (Mwene-Batu et al., 2022).

La population de Bukavu a un accès limité à l'eau potable. Une chute choquante de 90 % de l'accès à l'eau potable s'est produite entre 2003 et 2019. Cette situation critique est due à l'infrastructure vétuste de la ville. Dans certains quartiers, l'eau dans les canalisations provient du lac Kivu, utilisé pour déverser des déchets (Mulungula et al., 2021).

La malnutrition, les maladies infectieuses et les maladies non transmissibles à Bukavu sont étroitement liées à la pauvreté. Les communautés les plus pauvres, vivant dans des zones surpeuplées et insalubres, sont plus susceptibles de souffrir de retard de croissance, de troubles cognitifs et d'infections telles que le choléra, la typhoïde et le paludisme. Les personnes vivant dans la pauvreté sont également plus exposées aux problèmes de santé mentale tels que l'anxiété et la dépression, exacerbés par le stress, la violence et les traumatismes. Les conflits aggravent ces problèmes, car les personnes déplacées par la guerre manquent souvent d'accès à la nourriture et aux soins de santé, augmentant ainsi leur risque de malnutrition et de maladies infectieuses. Les infrastructures de santé endommagées ou détruites et la perte de personnel médical compliquent encore l'accès aux soins. L'accès limité aux soins de santé est un autre facteur critique. Les établissements de santé sont souvent éloignés, difficiles d'accès en raison du manque de transports, ou inaccessibles pour les populations appauvries. En outre, la discrimination envers les personnes handicapées, séropositives et autres groupes marginalisés empêche l'accès aux traitements nécessaires. L'insalubrité dans les quartiers informels de Bukavu favorise la propagation des bactéries pathogènes et des parasites, contaminant l'eau et la nourriture et entraînant des maladies infectieuses. Le manque d'infrastructures sanitaires adéquates contribue également aux problèmes de santé mentale.

Le manque d'éducation aggrave ces défis. Les personnes moins éduquées sont plus susceptibles d'adopter des comportements à risque et de ne pas reconnaître les premiers signes de la maladie, retardant ainsi le diagnostic et le traitement. Une meilleure éducation pourrait aider les individus à faire des choix alimentaires plus éclairés et à profiter des services de santé disponibles. Les facteurs internationaux et les chocs extérieurs, tels que la guerre au Nord-Kivu, la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, ont également un impact négatif sur la sécurité alimentaire à Bukavu. Ces crises ont entraîné une hausse des prix alimentaires, rendant difficile l'accès à une alimentation suffisante et saine. Le changement climatique est une autre menace pour la santé et la nutrition en Afrique, avec des prévisions de nouvelles maladies tropicales humaines et des environnements plus propices à la transmission de maladies telles que la dengue. La fluctuation des prix alimentaires aggrave ces problèmes, obligeant de nombreux ménages à réduire leur consommation alimentaire.

5.4. Conclusion

Bukavu fait face à des défis majeurs en matière de foncier, de connectivité, de sécurité et de nutrition, impactant gravement la vie de ses habitants. La fragmentation des parcelles et l'occupation de terrains instables aggravent le surpeuplement et les conditions sanitaires, surtout dans les zones périurbaines dépourvues de services de base comme l'assainissement et l'accès à l'eau potable. Le manque de ressources empêche les autorités locales de fournir des infrastructures routières adéquates, isolant certaines parties de la ville et freinant l'économie. Sur le plan sécuritaire, la présence de groupes armés et l'urbanisation rapide ont conduit à l'émergence de quartiers informels vulnérables à la criminalité, tandis que les forces de l'ordre,

insuffisamment équipées, peinent à garantir la sécurité. En matière de santé et de nutrition, la dégradation des chaînes d'approvisionnement, les prix élevés et une production locale limitée entraînent une insécurité alimentaire, affectant particulièrement les groupes vulnérables comme les enfants et les déplacés. Environ 43 % des ménages vivent en insécurité alimentaire, un problème exacerbé par le manque d'infrastructures, la pauvreté et des conditions sanitaires précaires, contribuant à la malnutrition et à la propagation des maladies dans la ville.

Les efforts des autorités et des ONG sont insuffisants face à la complexité de ces défis, nécessitant une meilleure gouvernance et des infrastructures améliorées pour soutenir le bien-être des habitants. Ces défis sont imbriqués à des facteurs historiques, structurels et cycliques qui influencent la trajectoire de développement en RDC. Les politiques nationales et locales, ainsi que la dynamique entre divers acteurs et agences, jouent un rôle central dans l'avènement ou le maintien de ces défis, auxquels la ville fait face, notamment dans les domaines du foncier, de la connectivité, de la sécurité et de la santé. Les interconnexions entre ces défis et d'autres enjeux révèlent les déficits persistants en matière de gouvernance, d'infrastructures et de services publics. Ces manques freinent non seulement la croissance économique de la ville, mais aussi le bien-être de ses habitants, surtout parmi les groupes marginalisés.

6. Analyse globale: redevabilité et pression de la société civile

Dans le point ci-dessous, nous revenons sur : 1) le problème de la redevabilité dans les rapports entre political settlement, pouvoir et rente ; 2) la mainmise de Kinshasa sur le Sud-Kivu et Bukavu ; 3) l'agence du Sud-Kivu et de Bukavu ; 4) le rôle de la société civile face aux élites.

6.1. Political settlement, pouvoir, rente et redevabilité

L'une des principales contributions de cette recherche réside dans la mise en évidence des liens politiques entre une ville secondaire, capitale provinciale, et capitale nationale. Les concepts d'« élites intermédiaires » et de « champ semi-autonome » ont été utilisés pour situer cette approche dans le cadre théorique plus large du political settlement. Pour saisir la spécificité de la relation entre la capitale, la province et la ville dans le contexte de Bukavu, nous avons souligné l'importance de comprendre comment la province du Sud-Kivu et la ville de Bukavu interagissent avec Kinshasa d'une manière distincte des autres provinces et villes de la RDC. Toutefois, cette spécificité revêt un caractère fonctionnel, puisqu'elle permet d'expliquer les mécanismes du political settlement entre Bukavu et Kinshasa, en illustrant comment la dynamique des acteurs et la répartition des rentes aboutissent à un certain équilibre. Néanmoins, elle ne rend compte que partiellement de l'impact de cette particularité sur les systèmes et domaines au niveau de la ville.

En effet, comme nous l'avons vu, le political settlement permet d'identifier les acteurs les plus influents autour de divers enjeux, qui contrôlent ou mobilisent alors souvent les rentes à l'échelle urbaine. Le clientélisme se manifeste notamment dans les

nominations administratives et les entreprises publiques, la gestion des recettes fiscales, et l'attribution des marchés publics, tous liés au clientélisme partisan où les élites intermédiaires jouent un rôle déterminant grâce aux partis très personnalisés qu'ils dirigent. Un tel système est étroitement lié aux problèmes de développement que nous avons observés, comme la corruption, le désengagement du secteur public et la faiblesse dans la prestation de services publics. Cependant, l'impact majeur de ce clientélisme réside dans l'affaiblissement de la redevabilité : protégés par les élites relais, les responsables urbains répondent à ces élites plutôt qu'à la population. Ils sont souvent destitués non pour manquement aux attentes citoyennes, mais pour avoir déçu ces élites relais. Ce phénomène contribue ainsi à l'inefficacité des services publics et à la mainmise de certains acteurs peu scrupuleux sur les ressources et opportunités urbaines.

Cependant, il est essentiel de souligner que le système de pouvoir et de rente unissant les élites et leurs protégés en milieu urbain n'englobe pas l'ensemble des domaines de rente et de pouvoir à l'échelle municipale. Autrement dit, le political settlement ne couvre pas toutes les sources de rente ni tous les enjeux de gouvernance dans la ville. Dans un pays où le chômage atteint 80 % et l'informalité 90 %, la survie de l'État et de la société repose sur l'existence d'espaces permettant aux personnes extérieures au political settlement d'accéder à certaines rentes. Sans ces espaces, le pays pourrait basculer dans une guerre civile. Dans ce contexte, il devient pertinent d'analyser ces acteurs, ainsi que leurs interactions avec les élites intermédiaires et leurs dépendants. Ainsi, la question de la redevabilité municipale se pose également en dehors du cadre du political settlement.

De plus, le contexte de conflit est un autre facteur significatif qui façonne Bukavu/Sud-Kivu comme une zone semi-autonome, étant donné la proximité de Bukavu avec la frontière rwandaise. Bien que certaines parties de la province du Sud-Kivu restent affectées par des conflits armés, Bukavu s'est toujours présentée comme une ville paisible, épargnée par la violence. Les autorités dépeignent la guerre comme un problème lointain, confiné aux frontières de la province, sans impact sur la gouvernance. Bien que cette vision soit inexacte (puisque les groupes armés en périphérie de la province affectent la sécurité, l'économie, les infrastructures, etc.), il est compréhensible qu'après près de 30 ans de conflits récurrents et de groupes armés dans la région, cette situation soit devenue un arrière-plan avec lequel les habitants et les dirigeants vivent, une condition sociale qui n'entre plus de manière aussi marquée dans les analyses. En outre, il est crucial de comprendre que cette situation de guerre perpétuelle est fréquemment exploitée par les acteurs politiques et administratifs aux niveaux urbain, provincial et national pour justifier leurs diverses formes d'incompétence et leur absence de redevabilité face à l'état des biens et des services publics.

De même, le lent processus de décentralisation, qui était censé accorder plus d'autonomie aux provinces, n'a pas donné les résultats attendus. Ce problème n'est pas uniquement dû au manque de ressources accompagnant la décentralisation, ni à

une mauvaise planification ou à des malentendus sur la décentralisation. Le problème réside dans la manière dont les élites de Kinshasa, les élites urbaines et les élites médiateurs s'adaptent constamment aux réformes, faisant évoluer leurs stratégies pour maintenir le contrôle et préserver le statu quo. Cela se manifeste, par exemple, dans la nomination des gouverneurs : bien que la décentralisation ait donné aux députés provinciaux le pouvoir d'élire les gouverneurs, sous le président Kabila, la présidence a exercé des pressions pour qu'ils élisent un gouverneur aligné sur la position politique du président. Sous la présidence de Tshisekedi, les députés provinciaux ont gagné en autonomie vis-à-vis de la présidence, mais les élites médiateurs interagissent désormais avec eux pour influencer la sélection des gouverneurs. Ce problème lié à l'allocation des fonds est aussi mobilisé par les élites provinciales et municipales pour justifier leurs diverses formes d'incompétence et leur absence de redevabilité face à l'état des biens et des services publics.

En outre, les provinces demeurent contraintes par Kinshasa, qui continue de mépriser les lois sur les transferts fiscaux. Cela entraîne une déconnexion entre le discours politique à travers les domaines et systèmes et la réalité sur le terrain. Bien que ce discours soit souvent aligné avec des cadres internationaux adoptés par l'administration publique ou promus par les bailleurs de fonds, il ne se traduit pas nécessairement en actions, en raison, entre autres, du manque de financement. Les ressources limitées obligent les décideurs à faire des priorités, créant une réalité de plus en plus déconnectée de ses objectifs affichés. Par exemple, dans le secteur de la santé, les acteurs « à but non lucratif » et « à but lucratif » coexistent de manière problématique avec les acteurs publics, religieux et privés. Ce mélange parfois chaotique nécessite une étude inductive pour comprendre le fonctionnement du secteur. Il est intéressant de constater la manière dont les acteurs clés ou les associations commerciales agissent en tant que fournisseurs de rentes au sein du political settlement de la ville ou comment certaines entreprises d'import/export dominent des secteurs comme celui de la pharmacie. Ces actions permettent de comprendre non pas tant la distinction mais l'entrelacement des éléments formels et informels, fournissant des aperçus sur la manière dont la « portée » de l'État est négociée dans la régulation de ce secteur. Ces aspects pourraient faire l'objet de recherches futures, ce qui enrichirait considérablement l'analyse de la politique économique du secteur de la santé.

Dans ce contexte de décalage entre discours et pratiques, alimenté par le pouvoir des acteurs, les rentes et la disponibilité des ressources, les acteurs de la société civile se retrouvent confrontés au double défi de presser et de légitimer les autorités urbaines. Ce double rôle est nécessaire pour que ces autorités s'opposent aux élites relais de Kinshasa et fassent avancer les initiatives de développement urbain, malgré l'absence d'un cadre clair. En outre, il est important de comprendre l'interaction entre trois acteurs principaux pour essayer de trouver des marges de manœuvre pour favoriser la redevabilité et l'octroi des services publics de qualité dans la ville : Kinshasa, Bukavu et la société civile.

6.2. La mainmise de Kinshasa sur le Sud-Kivu et Bukavu

La constitution de la RDC prévoit un État unitaire régionalisé avec des provinces et des entités territoriales décentralisées. La décentralisation provinciale est opérationnelle depuis les élections parlementaires de 2007 et la loi organique de 2008. Bien que ces provinces soient décentralisées, leurs services publics restent sous la responsabilité des ministères sectoriels respectifs à Kinshasa. Ces services sont donc des services de l'État décentralisés. Dans cette situation, les provinces bénéficient d'une autonomie juridique, financière et politique, mais pas d'une autonomie technique. Cela donne l'impression que les provinces ne sont pas encore pleinement décentralisées. Cette impression est renforcée par le contrôle que le gouvernement central exerce encore sur la nomination des gouverneurs provinciaux (même s'ils sont élus par les assemblées provinciales). L'ingérence politique du ministère de l'Intérieur, à travers ses suspensions d'assemblées provinciales ou les rappels des autorités provinciales à Kinshasa pour consultation, suggère que le ministre se positionne en gardien des provinces. Cette action problématique est renforcée par l'intervention de la Cour constitutionnelle, qui a plusieurs fois réussi à réhabiliter le gouverneur déposé par l'assemblée provinciale.

De plus, les retards dans le processus de décentralisation ont entraîné un manque de direction et d'incohérence entre les différentes lois et actions, ce qui aide à comprendre comment les acteurs nationaux réussissent encore à imposer leur pouvoir sur les provinces à travers une série de transactions. Au sein des provinces, la ville, la commune, la chefferie et le secteur sont des entités territoriales décentralisées (ETD) en théorie mais pas en pratique. Au niveau de la ville et de la commune, respectivement, le maire ou le bourgmestre est nommé par le président de la République sur proposition du ministre de l'Intérieur. Il convient de noter que les partis politiques influencent l'équilibre dans la proposition du gouvernement pour ces nominations. N'étant pas élus localement, ces dirigeants nommés doivent plus d'allégeance aux dirigeants des partis politiques qui ont parrainé leurs nominations. Si un maire ou un bourgmestre est suspendu au niveau provincial, sa suspension peut être levée s'il parvient à mobiliser un contact puissant à Kinshasa.

En outre, les dirigeants des entités locales n'ont toujours aucune marge de manœuvre pour mettre en œuvre une politique de gouvernance locale efficace. Les grandes décisions sont toujours prises depuis Kinshasa. Il est à noter que beaucoup de ces coordinateurs ont été mis en place par des acteurs politiques au niveau national, souvent sur une base clientéliste. En outre, le gouvernement conserve un droit de supervision sur la province, en ce que les décisions prises par ses coordinateurs sont de facto soumises à l'approbation préalable du ministère en charge, bien qu'il n'y ait *de jure* aucune supervision sur la province – la seule supervision possible étant exercée par le gouverneur provincial et ne couvrant que les ETD. Cela crée une ingérence dans la gestion politique de la province. Après analyse, cette ingérence a naturellement déstabilisé l'équilibre de la gouvernance locale et constitue une stratégie du gouvernement central pour continuer à capturer le pouvoir et les ressources de la

province. Bien que l'objectif de la politique de décentralisation soit de transférer les pouvoirs au niveau local, il est souligné que cette supervision implique nécessairement un pouvoir de sanction sur les autorités provinciales, sous forme de suspension, dissolution ou révocation. La marge de manœuvre de l'équipe provinciale dans ce contexte est d'autant plus limitée. Le retard dans l'organisation des élections locales et municipales a accru la fragilité des dirigeants des ETD. Kinshasa utilise également une arme financière puissante pour réduire la marge de manœuvre de la province : au lieu de prélever 40 % des recettes nationales collectées pour les provinces, le gouvernement central applique un système de rétrocession, qui n'est en aucun cas constitutionnel. Ce système lui permet d'attribuer des ressources aux provinces de manière discrétionnaire, de manière disproportionnée et avec des retards dans les décaissements. Certaines crises politiques dans les provinces ont été liées aux retards dans le paiement des émoluments des députés provinciaux.

Tous ces facteurs contribuent à expliquer pourquoi la ville de Bukavu ne jouit pas pleinement de son autonomie vis-à-vis des autorités nationales, malgré l'autonomie de gestion dont elle devrait pouvoir jouir. Il est néanmoins essentiel d'identifier les espaces où les autorités de Bukavu disposent de marges de manœuvre, bien que limitées, vis-à-vis de Kinshasa. Ces marges peuvent leur permettre soit d'imposer les intérêts des populations urbaines, soit d'agir discrètement dans l'intérêt de celles-ci, parfois en contournant les directives de Kinshasa.

6.3. L'agencéité du Sud-Kivu et de Bukavu

Comprendre l'accès au pouvoir et la revendication de ce dernier à Bukavu signifie également comprendre la manière dont les élites de la ville manipulent leurs relations avec Kinshasa pour accroître leur pouvoir à Bukavu, dans la province ou dans la capitale. Cette flexibilité dont disposent les acteurs provinciaux montre la nature semi-autonome de leur province, qui émerge de ces relations de pouvoir avec Kinshasa. En effet, le Sud-Kivu demeure un espace stratégique pour les élites qui veillent à conserver leur pouvoir au niveau provincial tout en restant dans la sphère politique au niveau national. En tant qu'espace de mobilisation et de contestation politique, la province du Sud-Kivu représente un enjeu majeur pour les élites de cette province. Comme nous l'avons vu, le contrôle de la province leur permettrait d'obtenir des dividendes politiques et d'influencer les négociations politiques et/ou les partages de pouvoir au niveau central. Cela leur offrirait également l'opportunité de se retrouver au cœur des enjeux politiques et sociaux de la province et pouvoir influencer positivement le développement urbain et provincial.

Cependant, cette tentative des élites du Sud-Kivu de contrôler la province est souvent à l'origine de conflits avec les hauts responsables politiques et administratifs à Kinshasa. Par exemple, à plusieurs reprises, des télégrammes du Ministère de l'Intérieur ont interdit aux députés provinciaux d'exercer un contrôle parlementaire sur les membres du gouvernement provincial. Parfois, on leur demande de reporter la procédure, parfois ils sont invités à se rendre à Kinshasa pour expliquer le sens de leur

action. Or, la Constitution ne prévoit pas que le ministre de l'Intérieur exerce un pouvoir de supervision sur les actes de l'Assemblée provinciale.

Cela ne signifie pas pour autant que ces élites provinciales doivent être victimisées, comme si elles n'avaient aucune marge de manœuvre pour atteindre un certain degré d'autonomie d'action, voire même pour poursuivre leurs propres intérêts égoïstes. Les élites du Sud-Kivu sont souvent engagées dans une course au pouvoir visant à se positionner politiquement à Bukavu et à Kinshasa pour faire avancer leurs propres agendas. Cette course leur permet également d'entrer dans le jeu de la recherche de rente au niveau provincial. Les hauts responsables politiques et administratifs de la ville se livrent à des pratiques illégales telles que l'accaparement des terres, le trafic de minéraux, la création ou le soutien à des groupes armés, le détournement économique, etc. Parfois, ils le font en complicité avec les autorités de Kinshasa pour garantir l'impunité, sans que ces dernières soient nécessairement conscientes de l'étendue de leurs activités.

Ainsi, pour comprendre l'accès au pouvoir et aux rentes au Sud-Kivu, il ne faut pas seulement comprendre l'emprise de la capitale sur la province mais également de saisir les manœuvres politiques des élites provinciales et la manière dont celles-ci leur permettent de naviguer entre les arènes, dans des alliances et dissidences au sein de la province, de la ville et de la sous-région, afin de défendre leurs intérêts – qui peuvent ou non être dans l'intérêt général, et qui peuvent ou non être légaux. C'est également à ce niveau que des zones de conflit potentielles et réelles entre les élites nationales et provinciales émergent parfois.

En outre, il existe des signes de manœuvres politiques du monde des affaires vers le monde politique. De nombreux acteurs économiques de Bukavu migrent vers la sphère politique dans le but, entre autres, d'éviter certaines obligations fiscales. À Bukavu, les acteurs économiques puissants sont souvent exemptés de plusieurs obligations fiscales.

Dans la gestion quotidienne de la province, par exemple, on assiste à une tribalisation des postes au sein de l'administration publique – ainsi qu'au niveau des Divisions provinciales. À tel point que certaines Divisions sont réputées être gérées uniquement par des membres de telle ou telle ethnie. Si l'aspect identitaire est aussi décisif dans l'occupation de ces postes à responsabilités au sein de la province, c'est parce que l'administration publique constitue en soi une forme de revenu pour les élites provinciales, souvent indépendamment de Kinshasa.

Il en va de même à un niveau plus local, où le degré de responsabilité des autorités administratives envers les citoyens est souvent déterminé par le lien qu'elles entretiennent avec les élites dominantes. Ainsi, les fonctionnaires au niveau provincial tentent d'obtenir le soutien des autorités plus puissantes de la province ou de Kinshasa pour s'assurer de conserver leurs postes dans tous les cas, obtenir facilement accès à d'autres avantages comme des promotions, des augmentations de salaire ou des

primes, ou simplement accéder à diverses formes de rentes, que ce soit légalement ou non.

Enfin, d'autres autorités provinciales tentent de renforcer leur pouvoir au niveau provincial afin de gagner la reconnaissance des autorités provinciales et nationales supérieures. Ainsi, certaines autorités cherchent fréquemment à contrôler des quartiers connus pour leur opposition afin d'accroître leur visibilité politique. D'autres s'impliquent dans des activités de développement, sportives ou culturelles pour la même raison. En résumé, plus une élite jouit d'une légitimité populaire dans la province et est capable de se mobiliser pour ou contre le pouvoir provincial ou central, plus elle a du poids dans les négociations pour le partage du pouvoir et l'accès aux rentes.

Tout cela démontre que, malgré la mainmise de Kinshasa sur le Sud-Kivu et Bukavu, des espaces et des marges de manœuvre subsistent, permettant aux autorités locales d'agir parfois à l'encontre des volontés centrales. Les discours recueillis sur le terrain montrent que les élites du Sud-Kivu et de Bukavu justifient souvent leurs échecs à servir l'intérêt public en invoquant des entraves imposées par Kinshasa. Cependant, cette explication n'est pas toujours fondée. Souvent, au lieu d'exploiter leurs marges de manœuvre pour le bien de la population, elles sont utilisées à des fins personnelles. Protégées par Kinshasa ou rejetant sur la ville la responsabilité du manque de développement urbain, ces élites échappent ainsi à leurs devoirs de redevabilité.

C'est pourquoi nous proposons de renforcer le rôle de la société civile, qui pourrait exercer une pression conjointe sur les élites de Kinshasa et de Bukavu, dans le but d'accroître la redevabilité des autorités locales envers la population.

6.4. Rôle de la société civile face aux élites

Nos recherches ont montré que nous avons besoin de la pression de la société civile pour accroître la redevabilité des hommes politiques et administratifs congolais, particulièrement dans l'octroi des services publics de qualité. L'exemple qui pourrait permettre d'étayer cette proposition concerne une culture qui se développe au sein de la société civile en RDC depuis une décennie. Elle concerne les actions de deux organisations : Lucha (Lutte pour le Changement) et Filimbi, qui sont deux mouvements citoyens militant pour la démocratie, les droits humains et la justice sociale. Fondés dans un contexte de répression politique et de gouvernance autoritaire, ces mouvements visent à mobiliser la population congolaise, en particulier les jeunes, pour lutter contre l'injustice et l'impunité, et pour réclamer des réformes démocratiques et un changement politique.

Mouvements non-violents composés principalement de jeunes, leurs objectifs sont de promouvoir un changement social et politique en RDC en dénonçant la mauvaise gouvernance et en exerçant une pression sur les autorités à divers niveaux pour l'octroi de services publics adéquats et une meilleure redevabilité. Proches des mouvements de jeunesse en Afrique, tels que *Y'en a marre* au Sénégal et *Balai Citoyen* au Burkina Faso, ces mouvements s'engagent dans des campagnes de sensibilisation sur les droits civiques et appellent les citoyens à s'impliquer activement

dans le maintien de la pression sur le gouvernement congolais. Malgré la répression, ils bénéficient d'un soutien populaire croissant, particulièrement auprès de la jeunesse désenchantée par le *statu quo* en matière de développement. Il nous semble possible de tirer parti de ce type de pression pour inciter les autorités, à différents niveaux, à faire preuve d'une plus grande redevabilité.

Par rapport aux divers défis de gouvernance de Bukavu, la pression exercée par des mouvements de la société civile tels que Lucha et Filimbi peut jouer un rôle clé pour renforcer la responsabilisation et la recevabilité des autorités locales, et ainsi améliorer la fourniture de services publics. Voici comment cette pression peut interagir avec les différents défis identifiés :

Décentralisation incomplète et clientélisme politique : la décentralisation, bien qu'introduite par la Constitution de 2006, est minée par l'absence d'élections locales et la domination du contrôle de Kinshasa sur les nominations des autorités locales. Ce système empêche une véritable gouvernance locale autonome et crée un environnement où le clientélisme prédomine. La pression de mouvements de la société civile peut contraindre ces autorités à se rendre plus responsables vis-à-vis des populations. Par leurs actions de sensibilisation et de mobilisation, ces mouvements peuvent exiger des mécanismes plus transparents dans la gestion des nominations et l'allocation des ressources. Ces mouvements, en soutenant l'engagement citoyen, peuvent pousser les autorités locales à privilégier des politiques qui répondent davantage aux besoins des habitants, plutôt qu'aux intérêts politiques ou personnels des élites.

Contraintes financières et manque de fonds pour les services publics : les autorités urbaines de Bukavu souffrent d'un manque de financement dû à l'incapacité du gouvernement central de respecter les obligations financières envers les provinces. En réponse à ces contraintes, les organisations de la société civile peuvent exercer une pression pour réclamer une meilleure allocation des ressources nationales ou des financements extérieurs. En mobilisant la population autour de revendications concrètes, ces mouvements peuvent faire en sorte que les autorités locales soient tenues de trouver des solutions alternatives, telles que la création de partenariats public-privé ou l'amélioration de la collecte de taxes urbaines, pour garantir un financement stable pour des services essentiels comme la santé et les transports.

Corruption et ingérence politique dans les secteurs de la santé et des transports : La corruption et l'ingérence politique nuisent gravement aux services publics, en particulier dans les secteurs de la santé et des transports. Les organisations de la société civile, en tant que mouvements de pression, peuvent dénoncer ces pratiques en organisant des campagnes de sensibilisation et en plaident pour la mise en place de mécanismes de contrôle plus stricts. Ils peuvent exiger la transparence dans les contrats publics, la régulation des établissements de santé et des contrôles rigoureux sur les véhicules en circulation. En s'appuyant sur le soutien populaire, ces mouvements peuvent inciter les autorités à agir contre la corruption et à instaurer des politiques publiques plus équitables.

Clivages politiques, ethniques et territoriaux : Les luttes pour le pouvoir et l'accès aux ressources à Bukavu sont fortement marquées par des divisions ethniques et territoriales. Ces clivages rendent difficile l'instauration d'une gouvernance inclusive et responsable. En poussant pour la mise en place de mécanismes de gouvernance plus inclusifs, les organisations de la société civile peuvent encourager la représentation de toutes les communautés dans les processus décisionnels. Par la pression citoyenne, ces mouvements peuvent exiger que les autorités locales s'engagent à dépasser les intérêts ethniques et partisans pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population. De plus, ils peuvent plaider pour des politiques publiques qui favorisent une répartition équitable des ressources et des opportunités entre les différents groupes de la ville, réduisant ainsi les tensions politiques et sociales.

En somme, la société civile, à travers des mouvements comme Lucha et Filimbi, peut être un catalyseur puissant pour renforcer la redevabilité des autorités locales de Bukavu, en exerçant une pression constante pour des pratiques de gouvernance plus transparentes, équitables et responsables. Leur rôle consiste non seulement à dénoncer les abus, mais aussi à promouvoir l'engagement civique et à créer un environnement dans lequel les autorités sont tenues de répondre aux attentes légitimes des citoyens.

6.5. Conclusion

Les autorités de Bukavu ont le droit légal de s'émanciper de Kinshasa pour développer leur ville. La Constitution congolaise de 2006 et les lois de décentralisation leur confèrent théoriquement une autonomie de gestion et une responsabilité sur leurs systèmes urbains et leurs territoires. Bien que les autorités locales soient encore nommées ou imposées via les urnes par Kinshasa, ce qui entrave leur indépendance, il existe un cadre juridique permettant de promouvoir une plus grande autonomie. En s'appuyant sur ce cadre et en renforçant leur capacité à mobiliser les ressources locales et à gérer efficacement les affaires urbaines, les autorités de Bukavu pourraient potentiellement réduire leur dépendance à l'égard du gouvernement central. Cette émancipation leur permettrait de mettre en œuvre des politiques et des initiatives adaptées aux besoins spécifiques de leur population, favorisant ainsi un développement plus ciblé et efficace.

Cependant, comme l'a montré ce rapport, le potentiel développemental d'une telle marge de manœuvre pour atteindre ces objectifs est très limitée pour deux raisons. D'une part, les exigences souvent extrêmes des élites relais réduisent les ressources et la marge de manœuvre des autorités provinciales et municipales pour bien accomplir leur travail. D'autre part, une fois qu'elles ont satisfait les demandes égoïstes des autorités relais, elles ne sont plus soumises à une pression venue d'en haut, telle que le contrôle de légalité (qui consiste à vérifier la légalité et l'intérêt général de leur action) pour agir en faveur du bien-être de la population.

Dans un tel contexte, il est nécessaire d'exercer une pression plus forte et un contrôle citoyen sur les élites urbaines et provinciales pour garantir la transparence et la

responsabilité, en encourageant une gouvernance participative et responsable. Dans un contexte où la société civile reste un acteur dynamique et que de nouvelles formes de mobilisation sociale émergent vigoureusement, la situation à Bukavu montre que la participation citoyenne est une question à la fois de pression et de légitimation des autorités urbaines. La pression est essentielle car, comme tous les représentants élus et fonctionnaires publics, ces autorités doivent être constamment rappelées à leur obligation de rendre des comptes à la population locale. La légitimation est également cruciale, car ces autorités, qui dépendent fortement des élites relais, ne peuvent se satisfaire de leur seule volonté politique pour remplir leur mission envers la population. Elles doivent disposer d'arguments convaincants pour persuader ces élites relais qu'elles n'ont d'autre choix que de servir la population en raison de la pression exercée sur elles.

7. Involvement in future research and action

Nous proposons ci-dessous quelques axes de recherche et d'action découlant des dynamiques de gouvernance, de décentralisation, d'urbanisation et de gestion des ressources identifiées. Ces axes incluent l'analyse des mécanismes de nomination des autorités locales, l'impact de la dépendance vis-à-vis de Kinshasa sur la gouvernance locale, et l'amélioration des systèmes de santé, de transport et de gestion des déchets. Ils examinent également les stratégies pour améliorer l'accès à l'eau potable et les infrastructures sanitaires, ainsi que les causes de l'insécurité urbaine et les dynamiques de pouvoir influençant le développement économique et la gouvernance à Bukavu. Il est très important de comprendre en profondeur ces défis via des recherches approfondies et des études de cas précises afin d'envisager de manière très précise comment la société civile peut agir vis-à-vis des élites pour revendiquer plus de redevabilités et de services adéquats pour le développement urbain.

7.1. Recherches futures

Afin d'approfondir les questions relatives à l'économie politique du développement dans la ville de Bukavu, plusieurs lignes de recherche futures sont nécessaires. La situation actuelle de Bukavu met en évidence des défis complexes de gouvernance, de décentralisation, d'urbanisation et de gestion des ressources qui nécessitent une investigation approfondie pour mieux comprendre la situation et proposer des solutions efficaces.

Premièrement, il est crucial de mener des recherches sur les dynamiques de gouvernance et de décentralisation. La Constitution de 2006 a mis en place un cadre pour la décentralisation des systèmes urbains, conférant aux autorités locales la responsabilité de leur gestion. Cependant, l'absence d'élections locales a maintenu les autorités urbaines sous la nomination de Kinshasa, limitant ainsi leur autonomie administrative, financière et politique. Les recherches devraient se concentrer sur les mécanismes de nomination des autorités locales, l'impact de cette dépendance sur la gouvernance locale et les moyens par lesquels une véritable décentralisation pourrait être mise en œuvre pour renforcer l'autonomie locale.

Comment la mise en œuvre de la décentralisation au Sud-Kivu peut-elle être améliorée pour renforcer l'autonomie des autorités municipales et optimiser la gestion des systèmes et domaines urbains à Bukavu ?

Deuxièmement, les études sur les effets de la dépendance des autorités locales vis-à-vis de Kinshasa sont essentielles. Cette dépendance a conduit à des systèmes urbains largement dysfonctionnels en raison des ingérences constantes de l'État central et du financement inadéquat. Les recherches doivent explorer comment le mode de financement actuel, qui ne respecte pas les dispositions légales de la retenue à la source des recettes provinciales, affecte le fonctionnement des systèmes urbains. Une attention particulière doit être accordée à l'impact de la rétrocession irrégulière et incomplète sur la capacité des autorités locales à gérer efficacement leurs ressources et à fournir des services publics adéquats.

Quels sont les mécanismes spécifiques par lesquels la dépendance des autorités locales envers le pouvoir central affecte la gouvernance et le développement des systèmes et domaines au niveau urbains ?

Troisièmement, les systèmes de santé, de transport et de gestion des déchets à Bukavu nécessitent également des recherches approfondies. La corruption et les interférences politiques ont gravement affecté ces secteurs, limitant l'accès des citoyens à des services de qualité. Il est crucial d'examiner comment les acteurs privés et religieux, souvent soutenus politiquement, contrôlent une grande partie du secteur de la santé, conduisant à la prolifération de pharmacies non réglementées et de formations sanitaires pirates. Des études sur les pratiques de corruption dans le secteur des transports et les défis de la gestion des déchets sont également nécessaires pour proposer des réformes et des stratégies d'amélioration.

Comment les pratiques de corruption et les interférences politiques influencent-elles l'efficacité des systèmes de santé, de transport et de gestion des déchets à Bukavu ?

Quatrièmement, en ce qui concerne l'accès à l'eau potable, qui est un défi majeur à Bukavu, les recherches doivent se pencher sur les causes des coupures fréquentes et des problèmes d'approvisionnement. Il est important d'explorer comment la structure de l'habitat actuel, caractérisée par des parcelles exiguës et une urbanisation anarchique, exacerbe les problèmes d'hygiène et d'assainissement. Les solutions potentielles pour améliorer l'accès à l'eau potable et la gestion des ressources en eau doivent être étudiées, en tenant compte des besoins croissants de la population urbaine.

Quelles stratégies peuvent être mises en place pour améliorer l'accès à l'eau potable, aux infrastructures sanitaires et aux services publics à Bukavu, compte tenu des contraintes actuelles ?

Cinquièmement, la pression démographique sur les terres disponibles et l'urbanisation anarchique de Bukavu sont également des sujets de recherche importants. Avec une population actuelle d'environ 1,7 million d'habitants, bien au-delà des 300 000 prévus par le plan d'aménagement de 1957, Bukavu fait face à des défis considérables en

matière de gestion des terres et de logement. Les recherches doivent analyser comment le morcellement des parcelles et l'installation sur des sites inappropriés affectent la qualité de vie urbaine et la planification urbaine. Des études sur les mécanismes de régulation du marché foncier et immobilier, ainsi que sur les politiques de logement, sont nécessaires pour proposer des solutions durables.

Quels sont les impacts de la croissance démographique et de l'urbanisation anarchique sur la planification urbaine et la qualité de vie à Bukavu, et quelles solutions peuvent être envisagées pour y remédier ?

Sixièmement, l'insécurité urbaine à Bukavu, due à divers facteurs tels que l'afflux de réfugiés, la surpopulation et les dysfonctionnements au sein des forces de sécurité, nécessite une attention particulière. Les recherches devraient explorer les causes profondes de cette insécurité, les acteurs impliqués (forces de l'ordre, gangs, jeunes désœuvrés) et les défis structurels et conjoncturels qui entravent une protection efficace des habitants. Il est essentiel d'examiner les initiatives de sécurité existantes et de proposer des stratégies pour renforcer la sécurité urbaine, en impliquant à la fois l'État et la société civile.

Quelles sont les causes profondes de l'insécurité urbaine à Bukavu et quelles mesures peuvent être prises pour renforcer la sécurité des habitants tout en prenant en compte les dynamiques locales ?

Septièmement, les défis liés à l'alimentation, à la santé et au bien-être à Bukavu sont également des domaines de recherche cruciaux. La détérioration des chaînes d'approvisionnement alimentaire menace l'accès des habitants à une alimentation saine, en particulier pour les groupes vulnérables. Les recherches doivent se concentrer sur les causes de l'insécurité alimentaire, les prix élevés des aliments sains, le manque de connaissances nutritionnelles et les infrastructures inadéquates. Il est important d'explorer les interventions gouvernementales et non étatiques existantes et de proposer des solutions pour améliorer l'accès à une alimentation saine et renforcer les systèmes de santé et de soutien communautaire.

Quels sont les principaux obstacles à l'accès à une alimentation saine et à des soins de santé de qualité à Bukavu, et comment peuvent-ils être surmontés pour améliorer la nutrition et le bien-être des habitants ?

Huitièmement, les ingérences politiques sont un facteur clé de dysfonctionnement des systèmes urbains à Bukavu. Les recherches doivent examiner comment les politiciens tirent des dividendes politiques de ces systèmes et comment ils exploitent les problèmes d'accès à l'eau, de gestion des déchets et d'assainissement pour des gains électoraux. Il est crucial d'analyser les mécanismes par lesquels les politiciens influencent ces systèmes et d'identifier des moyens de réduire ces ingérences pour améliorer la gouvernance locale.

Comment affranchir les systèmes urbains des interférences politiques en vue d'assurer leur efficacité ?

Neuvièmement, l'économie politique du développement à Bukavu est marquée par des défis structurels et conjoncturels qui affectent la gouvernance, les infrastructures, les services publics et la sécurité. Les recherches futures doivent explorer comment la décentralisation incomplète, la dépendance envers le pouvoir central, la corruption, l'urbanisation anarchique et les pressions démographiques entravent le développement de la ville. Il est important d'analyser les interactions entre ces facteurs et de proposer des réformes politiques et économiques pour surmonter ces défis et améliorer la qualité de vie des habitants de Bukavu.

Comment les dynamiques de pouvoir et les clivages politiques, ethniques et géographiques influencent-ils le développement économique et la gouvernance à Bukavu ?

Dixièmelement, nous avons pu constater, grâce à son engagement, que la société civile peut constituer un véritable contrepoids en exigeant des autorités qu'elles rendent des comptes et en maximisant les chances d'améliorer la fourniture de services urbains. Leur action bien coordonnée peut entraîner des réformes bénéfiques à l'échelle de la ville et contraindre les élites dirigeantes à prendre de meilleures décisions pour le bien-être de la population. Néanmoins, les organisations de la société civile sont souvent fragmentées autour d'intérêts immédiats et sont souvent soumises aux élites politiques qui tentent de les coopter pour qu'elles répondent à leurs exigences politiques. De plus, la fragmentation de la société civile et l'insuffisance, voire le manque de ressources, constituent un véritable handicap pour l'efficacité et la durabilité de leurs actions. Pourtant, les cas de Lucha, Filimbi et d'autres organisations de la société civile à Goma, Bukavu et Kinshasa nous ont montré qu'une société civile diversifiée, forte et dotée de ressources suffisantes peut être un véritable levier de changement social dans le pays et dans les villes. D'où la question suivante.

Comment soutenir la société civile afin qu'elle puisse exercer une pression pleine et efficace pour exiger des autorités urbaines et provinciales de Bukavu une véritable reddition de comptes ?

Enfin, les recherches doivent se pencher sur la manière dont le pouvoir se configure à Bukavu et dans la province du Sud-Kivu. Les dynamiques d'accès au pouvoir et les clivages ethniques, géographiques et politiques jouent un rôle crucial dans la gouvernance et le développement de la ville. Il est essentiel de comprendre comment ces clivages influencent les interactions entre les élites locales et nationales, et comment ils affectent la distribution des ressources et la mise en œuvre des politiques de développement. Des études sur les alliances politiques, les conflits d'intérêts et les mécanismes de cooptation des élites sont nécessaires pour proposer des stratégies visant à renforcer la gouvernance locale et à promouvoir un développement plus inclusif et équitable.

Comment les alliances politiques, les conflits d'intérêts et les mécanismes de cooptation des élites impactent-ils la gouvernance locale et la distribution des ressources à Bukavu ?

7.2. Interventions/actions futures

Pour résoudre les problèmes de gouvernance identifiés dans la ville de Bukavu, il est crucial de développer des interventions stratégiques qui s'attaquent aux causes profondes des dysfonctionnements actuels. Ces interventions doivent être conçues pour renforcer l'autonomie locale, améliorer la transparence et la responsabilité des autorités, et promouvoir un développement urbain durable. Quatre grandes questions se posent donc à ce sujet :

1. Comment la mise en œuvre de la décentralisation en RDC peut-elle être améliorée pour renforcer l'autonomie des autorités locales et optimiser la gestion des systèmes urbains à Bukavu ?
2. Comment les pratiques de corruption et les interférences politiques influencent-elles l'efficacité des systèmes de santé, de transport et de gestion des déchets à Bukavu ?
3. Quelles stratégies peuvent être mises en place pour améliorer l'accès à l'eau potable, aux infrastructures sanitaires et aux services publics à Bukavu, compte tenu des contraintes actuelles ?
4. Quels mécanismes sécuritaires et projets d'aménagement urbain amélioreraient la sécurité à Bukavu, ville post-conflit, en tenant compte des armes circulantes, des gangs, des enfants de rue et des infrastructures détériorées ?

7.3. Quatre grandes interventions

1. **Renforcement de la décentralisation et de l'autonomie locale** : Il est crucial de mettre en place un cadre robuste de décentralisation fonctionnelle, avec des élections locales régulières et des mécanismes clairs de transfert de compétences et de ressources financières aux autorités locales. Pour renforcer la gouvernance locale et réduire la dépendance de Bukavu vis-à-vis de Kinshasa, il est essentiel d'organiser régulièrement des élections locales pour permettre aux citoyens de choisir leurs représentants et de garantir que ces représentants sont redevables à la population locale plutôt qu'au pouvoir central. La mise en œuvre de la décentralisation doit également inclure des mécanismes clairs pour le transfert de compétences administratives et de ressources financières aux autorités locales. Cela comprend la retenue à la source de 40 % des recettes provinciales, comme stipulé par la loi, afin de garantir un financement adéquat et stable pour les initiatives locales. Une fois les élections locales en place, il est essentiel de renforcer les capacités des autorités locales pour qu'elles puissent gérer efficacement leurs compétences. Cela peut inclure des formations en gestion financière, en planification urbaine et en prestation de services publics. De plus, il est important de créer des systèmes de suivi et d'évaluation pour garantir que les ressources soient utilisées de manière transparente et responsable, et que les projets locaux soient mis en œuvre efficacement.
2. **Lutte contre la corruption et amélioration de la transparence** : Il est important d'établir des mécanismes de lutte contre la corruption, y compris la création d'institutions indépendantes de surveillance et la promotion de la transparence et de la responsabilité dans la gestion des affaires publiques. La corruption est un problème majeur qui affecte la gouvernance et le

développement à Bukavu. Pour combattre ce fléau, il est nécessaire de mettre en place des institutions indépendantes chargées de surveiller et d'enquêter sur les pratiques de corruption. Ces institutions doivent avoir le pouvoir de sanctionner les fonctionnaires corrompus et de protéger les lanceurs d'alerte. En outre, il est essentiel de promouvoir la transparence dans la gestion des ressources publiques en publiant régulièrement des rapports financiers et en impliquant la société civile dans le suivi des projets de développement. Des initiatives telles que l'utilisation de technologies de l'information et de la communication (TIC) pour améliorer la transparence et la participation citoyenne peuvent également jouer un rôle crucial. Par exemple, des plateformes en ligne peuvent être créées pour permettre aux citoyens de signaler des cas de corruption et de suivre l'avancement des projets publics. De plus, l'éducation et la sensibilisation sur les impacts négatifs de la corruption peuvent aider à mobiliser la population contre ce problème.

3. **Amélioration des infrastructures urbaines et des services publics d'assainissement et de gestion des déchets** : Il est nécessaire de développer des projets d'infrastructures urbaines intégrées et durables, incluant l'amélioration des systèmes de transport, d'approvisionnement en eau, de gestion des déchets et d'assainissement, en partenariat avec des organisations internationales et locales. Pour améliorer la qualité de vie à Bukavu, il est crucial de développer des infrastructures urbaines durables. Cela inclut la réhabilitation et l'expansion des réseaux de transport pour faciliter la mobilité des personnes et des biens, la modernisation des systèmes d'approvisionnement en eau pour garantir un accès régulier et de qualité à l'eau potable, et la mise en place de systèmes efficaces de gestion des déchets et d'assainissement pour améliorer l'hygiène et réduire les risques sanitaires. Ces projets d'infrastructures peuvent être réalisés en partenariat avec des organisations internationales et locales qui possèdent l'expertise et les ressources nécessaires. Il est important d'impliquer les communautés locales dans la planification et la mise en œuvre de ces projets pour garantir qu'ils répondent aux besoins réels de la population. De plus, l'utilisation de technologies innovantes et de pratiques durables peut aider à maximiser l'impact positif de ces projets sur l'environnement et la société. Un autre aspect crucial est l'amélioration des services de santé. Étant donné que 85 % du secteur de la santé à Bukavu est contrôlé par des acteurs privés et religieux, il est important de réguler ce secteur pour garantir la qualité et l'accessibilité des soins de santé. Cela peut inclure la mise en place de normes de qualité, la formation du personnel médical et la surveillance régulière des établissements de santé. En plus, le réaménagement de la ville est possible par la construction des voies d'accès dans les avenues et des grandes canalisations des eaux de pluie. Un programme d'éducation environnementale et à l'hygiène collective est un chantier important pour améliorer les conditions de vie dans la ville de Bukavu.
4. **Amélioration de la sécurité et de la protection** : Un des problèmes majeurs des villes situées dans les pays post-conflit, à l'instar de Bukavu, est le déficit sécuritaire et de protection à la suite de la circulation désordonnée des armes et la présence des gangs sous diverses formes ou des enfants de la rue. La ville de Bukavu est en proie à une insécurité permanente souvent liée à l'inefficacité des mesures sécuritaires déployées par les autorités urbaines et à la détérioration des infrastructures urbaines. Il est important, d'une part, que l'État mette en place des mécanismes sécuritaires adaptés et efficaces, notamment par l'augmentation des effectifs des policiers et celle des postes de

la police dans le quartier ; et d'autre part, que des projets d'éclairage et d'aménagement des sentiers soient mis en place.

Les interventions proposées visent à aborder les problèmes structurels et conjoncturels qui entravent le développement de Bukavu. En renforçant la décentralisation et l'autonomie locale, en luttant contre la corruption et en améliorant les infrastructures urbaines et les services publics, Bukavu peut surmonter les défis actuels et progresser vers un développement urbain durable et inclusif. La mise en œuvre de ces interventions nécessite une volonté politique forte, la mobilisation de ressources adéquates et la participation active de toutes les parties prenantes, y compris les autorités locales, la société civile et les partenaires internationaux. En adoptant une approche intégrée et coordonnée, Bukavu peut améliorer la qualité de vie de ses habitants et devenir un modèle de développement urbain en RDC.

7.4. Conclusion

Pour approfondir les questions liées aux dynamiques urbaines à Bukavu, le développement de plusieurs axes de recherche futurs est essentiel. La ville fait face à des défis complexes de gouvernance, de décentralisation, d'urbanisation et de gestion des ressources. Il est crucial d'étudier les dynamiques de gouvernance et de décentralisation, en particulier l'impact de la dépendance des autorités locales vis-à-vis de Kinshasa sur la gestion locale. Les recherches doivent également examiner comment la corruption et les interférences politiques influencent l'efficacité des systèmes de santé, de transport et de gestion des déchets. L'accès à l'eau potable et les défis d'urbanisation anarchique nécessitent une attention particulière, tout comme les impacts de la pression démographique sur la qualité de vie urbaine. Enfin, les études sur les alliances politiques et les clivages ethniques et géographiques sont cruciales pour comprendre les interactions entre les élites locales et nationales et leur influence sur la gouvernance et la distribution des ressources. En abordant ces enjeux, les recherches pourront proposer des réformes politiques et économiques pour améliorer la qualité de vie des habitants de Bukavu.

En conclusion, la résolution des problèmes de gouvernance à Bukavu nécessite une approche holistique qui intègre la décentralisation, la lutte contre la corruption et l'amélioration des infrastructures urbaines. Ces interventions doivent être soutenues par une volonté politique forte et une mobilisation de toutes les parties prenantes pour garantir un développement durable et inclusif. En s'attaquant aux causes profondes des dysfonctionnements actuels, Bukavu peut transformer ses défis en opportunités et devenir un exemple de développement urbain réussi en République Démocratique du Congo.

Références

- Alinirhu, C et Karhakubwa, Y (2019). « Gestion des dix mètres de rive du bassin sud du lac Kivu (Est de la RD Congo) et son impact sur l'environnement de son littoral ». *International Journal of Innovation and Scientific Research* 44(1): 69-84.
- Batumike, I et Nyenyezi, BA (2023). « Chronique politique de la RDC : 2022 ». In F Reyntjens (ed.), *Chronique politique de l'Afrique des Grands Lacs 2018*. Antwerp : University Press Antwerp, pp. 41-62.
- Bayart, JF, Mbembe, A et Toulabor, C (2017). *Le Politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*. Paris : Karthala.
- Bradol, J-H et Le Pape, M (2016). *Génocide et crimes de masse : L'expérience rwandaise de MSF 1982-1997*. Paris : CNRS Editions. [Lien](#) (consulté le 5 novembre 2025).
- Commins, S (2018). « From urban fragility to urban stability ». *Africa Security Brief*, 35. Washington, DC : Africa Center for Strategic Studies.
- Cubaka, D (2022). « Bukavu : 2 policiers de roulage arrêtés et radiés pour tracasserie routière ». 7sur7.cd, 25 March. [Lien](#) (consulté le 25 novembre 2025).
- De Herdt, T et Olivier de Sardan, J-P (eds.) (2015). *Real Governance and Practical Norms in Sub-Saharan Africa: The Game of the Rules*. Routledge.
- DSCRP (2010). « Document de la stratégie de croissance et de lutte contre la pauvreté 2011-2015 de la Province du Sud Kivu ». Bukavu : Génération.
- Gazibo, M et Thiriot, C (Eds.) (2009). *La Politique en Afrique. États des débats et pistes de recherche*. Paris, France : Editions Karthala.
- GEC (2022). « Salaire des députés congolais : Et si le scandale était ailleurs ? » Politique Nationale blog. Kinshasa : Groupe d'Etudes sur le Congo, Kinshasa, RD. [Lien](#) (consulté le 22 septembre 2025).
- Hoffman, K, Pouliot, M et Muzalia, G (2019). « Constructed anarchy: Governance, conflict and insecure property rights in Bukavu, Democratic Republic of Congo ». *Congo Research Briefs* 1 : 1-21.
- HRW (2023). « Répression contre l'opposition avant les élections. Les autorités restreignent sévèrement les libertés fondamentales et arrêtent les dirigeants politiques ». Human Rights Watch, 22 août. [Lien](#) (consulté le 18 août 2025).

ICEAPM et CECESP (2025). *Les partis politiques et leurs poids réels en République démocratique du Congo. Législature 2023-2028*. Kinshasa : L’Institut Congolais d’Etudes sur l’Action Politique, Elections et Mouvements Sociaux (ICEAPM) et le Centre Congolais d’Etudes Scientifiques et Prospectives (CECESP). Kinshasa, RDC.

Katchunga BP, Cikomola, J, Tshongo C, Baleke, A, Kaishusha D, Mirindi, P, Tamburhe, T, Kluyskens, Y, Sadiki, A, Bwanamudogo, S, Kashongwe, Z et Twagirumukiza, M (2016). « Obesity and diabetes mellitus association in rural community of Katana, South Kivu, in Eastern Democratic Republic of Congo: Bukavu Observ Cohort Study Results ». *BMC Endocrine Disorders* 16(60) : 1-7.

Malukisa, A (2024). « Alternance de la corruption ». In F Polet François, *Congo (RDC), reproduction des prédatations. Points de vue du Sud*. Paris : Editions Syllèphe, pp. 53-68

Mayrargue, C et Toulabor, C (2009). « Political expression and participation in Africa ». In M Gazibo et C Thiriot (eds.), *La Politique en Afrique. États des débats et pistes de recherche*. Paris : Editions Karthala.

Melmoth, S (2007). « République démocratique du Congo : décentralisation et sortie de conflit ». *Afrique contemporaine* 221(1) : 75-85.

Mikaso, G et al. (2022). « Coalition FCC-CASH en RDC : Portée et incidence socio-politique dans la Ville de Kisangani ». *Journal of Social Science and Humanities Research* 8(12) : 22-27.

Moeyersons, J, Tréfouis, P, Lavreau, J, Alimasi, D, Badriyo, I, Mitima, B, Mundala, M, Munganga, DO et Nahimana, L (2004). « A geomorphological assessment of landslide origin at Bukavu, Democratic Republic of the Congo ». *Engineering Geology* 72(1-2) : 73-87.

Mudinga, EM (2021). *L'accaparement des terres dans la Province du Sud-Kivu : expériences paysannes*. Bukavu : Angaza Institute.

Muggah, R (2012). « Researching the urban dilemma : Urbanization, poverty and violence ». In *Contributions, Citizen Security Dialogues publication*. Ottawa : International Development Research Centre (IDRC).

Muhaya, VN, Chuma, GB, Kavimba, JK, Cirezi, NC, Mugumaarhahama Y, Fadiala, RM, Kanene, CM, Kabasele, AY-Y, Mushagalusa, GN et Karume, K (2022). « Uncontrolled urbanization and expected unclogging of Congolese cities: Case of Bukavu city, Eastern DR Congo ». *Environmental Challenges* 8: 100555.

Muhoza Kanze, B, De Herdt, T et Marivoet, W (2022). « Données de population sur la République démocratique du Congo : Peut-on réduire les marges

- d'imprécision ? » *Conjoncture de l'Afrique Centrale*, pp. 65-97. Paris : L'Harmattan.
- Mulungula, M, Ngomakasa, M et Cizungu, M (2021). « Unsafe drinking water distribution in Nguba area, South-Kivu, Democratic Republic of the Congo ». *World Water Policy* 7(2): 222-232.
- Musobwa, PK, Cirhuza, AM, Kito, ST et Kashemwa, MI (2022). « Les incidences démographiques, sociologiques et économiques de l'exode rural dans la ville de Bukavu au Sud-Kivu ». *International Journal of Management Sciences* 5(1).
- Mwene-Batu, P, Bisimwa, G, Ngaboyeka, G, Dramaix, M, Macq, J, Hermans, MP, Lemogoum, D et Donnen, P (2021). « Severe acute malnutrition in childhood, chronic diseases, and human capital in adulthood in the Democratic Republic of Congo : The Lwiro Cohort Study ». *The American Journal of Clinical Nutrition* 114(1): 70-79.
- Mwene-Batu, P, Bisimwa, G, Donnen, P, Bisimwa, J, Tshongo, C, Dramaix, M, Hermans, MP et Briand, A (2022). « Risk of chronic disease after an episode of marasmus, kwashiorkor or mixed- type severe acute malnutrition in the Democratic Republic of Congo : The Lwiro follow-up study ». *Nutrients* 14.
- Namegabe, PR (2008). « Enjeux et résultats électoraux dans la ville de Bukavu ». In *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2007-2008*. Paris : L'Harmattan, pp. 221-244.
- Nations Unies et Radio Okapi. (2021). « Affaire 500 véhicules de Félix Tshisekedi pour les députés : l'ASADHO dénonce un acte de corruption ». 21 juin. [Lien](#) (consulté le 18 août 2025).
- Ndabarushimana, A et Mwenyemali, MD (2021). « Impact socio-économique de l'introduction du filet maillant sur les conditions de vie des communautés riveraines du lac Kivu : Cas des pêcheurs et femmes marchandes de Limnothrissa Miodon dans la ville de Bukavu ». *European Scientific Journal Humanities* 17(20) : 199-223.
- Nyenyezi, BA (2020). « Chronique politique de la RDC : 2019 ». In F Reyntjens (ed.), *Chronique politique de l'Afrique des Grands Lacs 2018*. Antwerp : University Press Antwerp, pp. 41-62.
- Nyenyezi, BA, Mudinga, EM et De Herdt, T (2021). « Bukavu : City scoping study ». Manchester: African Cities Research Consortium, The University of Manchester. [Lien](#) [pdf] (consulté le 20 octobre 2025).
- Okenyodo, O (2016). « Governance, accountability, and security in Nigeria ». *Africa Security Brief* 1. Washington, DC : Africa Center for Strategic Studies.

- ONU-Habitat (2022). « Collecte des déchets solides et ménagers dans la ville de Bukavu ». *Rapport*, Numéro 14.
- Otayek, R (2009). « La problématique ‘africaine’ de la société civile ». In M Gazibo et C Thiriot (eds.), *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherché*. Paris : Karthala, pp. 209-226.
- PRONANUT (2023). Plan national stratégique multisectoriel de nutrition de la RDC PNSMN 2023-2030. [Lien](#) [pdf] (consulté le 26 février 2025).
- Rugusha, V (2005). *Rôles et stratégies de la société civile en République démocratique du Congo. Bilan et perspectives à partir de l’expérience du Sud-Kivu*, 1ière édition. i6doc.com, p. 228.
- Sudi, BM (2015). « Pauvreté et criminalité urbaine à Bukavu ». *Monitoring de cas de Criminalité à Bukavu*, le chapitre 11.2. Université Officielle de Bukavu.
- Thill, M, (2019). *A System of Insecurity: Understanding Urban Violence and Crime in Bukavu*. Usalama Project. London, Nairobi : Rift Valley Institute. [Lien](#) [pdf] (consulté le 22 septembre 2025).
- Thill, M, Muzalia, G et Kulimushi G (2019). « Une gouvernance sécuritaire opaque : Le cas de la campagne Tujikinge à Bukavu ». Blog. Rift Valley Institute. [Lien](#) (consulté le 22 septembre 2025).
- Thill, M et Muzalia, G (2022). *All Authorities Have Eaten. A Historical and Political Economy of Urban Land in Bukavu*. Rift Valley Institute. [Lien](#) [pdf] (consulté le 22 septembre 2025).
- Ulengabo, B (2014). *L’insalubrité publique et la santé environnementale dans le district sanitaire de Bukavu*. Mémoire de maîtrise, Université Évangélique en Afrique, Bukavu, non publié.
- van Overbeek, F (2020). *Shaping Claims to Urban Land: An Ethnographic Guide to Governmentality in Bukavu’s Hybrid Space*. Thèse de doctorat, Wageningen.
- Vwima, NS (2014). *The Role of Border Food Trade with Rwanda in Supplying Households in the City of Bukavu (South Kivu Province)*. Orbi database, University of Liège.
- Vwima, NS et Rushigira, C (2020). « Problématique de l’intégration de l’agriculture du Sud-Kivu à la République Démocratique du Congo dans la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs ». *Repères et perspectives économiques* 4.

Vwima, NS, Mushagalusa, GN, Rushigira, C et Bulindi, IN (2022). « La vulnérabilité des ménages dirigés par les personnes de troisième âge face à l'insécurité alimentaire dans la ville de Bukavu ». *Agronomie Africaine* 34(3) : 341-359.

World Food Programme (WFP) (2008). *Food Consumption Analysis: Calculation and Use of the Food Consumption Score in Food Security Analysis*. Rome : United Nations World Food Programme.

AFRICAN CITIES RESEARCH CONSORTIUM



A COLLABORATIVE APPROACH TO
TACKLING COMPLEX CHALLENGES IN
AFRICA'S RAPIDLY CHANGING CITIES.

Where we're working

ACRC is working in 12 cities within sub-Saharan Africa with the potential and need for urban reform.

- Accra, Ghana
- Addis Ababa, Ethiopia
- Bukavu, Democratic Republic of Congo
- Dar es Salaam, Tanzania
- Freetown, Sierra Leone
- Harare, Zimbabwe
- Kampala, Uganda
- Lagos, Nigeria
- Lilongwe, Malawi
- Maiduguri, Nigeria
- Mogadishu, Somalia
- Nairobi, Kenya



The University of Manchester



International Institute
for Environment
and Development



Find out more

- www.African-Cities.org
- [@AfricanCities_](https://twitter.com/AfricanCities_)
- bit.ly/ACRCnews
- AfricanCities@manchester.ac.uk



The African Cities Research Consortium is funded by UK International Development. The views expressed here do not necessarily reflect the UK government's official policies.